

BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR



Investissements
Directs
Etrangers
Et de Portefeuille
A Madagascar

années 2006-2007

Enquête

Cette étude sur l'investissement étranger à Madagascar a été faite par l'équipe d'analystes de l'INSTAT.

Les analystes :

M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques

M. RAJAABELINA Jimmy, Ingénieur Statisticien

M. RAKOTOARSON Andry, Ingénieur Statisticien

M. RANDRIANKOLONA Patrick Léon, Ingénieur Statisticien Economiste

Et de M. RANDRIANATOANDRO Tahiana, Ingénieur Statisticien

Avec la collaboration étroite de l'équipe de la Direction des Etudes de la Banque Centrale :

M. ANDRIAMIHARISOA André, Directeur

M. RAZAFINDRAKOTO Herilanto, Attaché de direction

M. BELALAHY Aubin Aurore, Ingénieur Statisticien Economiste

Mlle RAFALIMANANA Aina Malala, Ingénieur Statisticien Economiste.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	ii
LISTE DES FIGURES	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
INTRODUCTION.....	1
Chapitre I : Caractéristiques générales des entreprises	2
1.1. Les créations des entreprises d'investissements directs étrangers	2
1.2. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers	4
1.3. Mode de financement des investissements des entreprises IDE	6
Chapitre II : Les Investissements Etrangers	8
2.1. Les investissements étrangers à Madagascar	8
2.1.1. Les Stocks d'Investissements Directs Etrangers à Madagascar.....	9
2.1.2. Composition du stock des « autres transactions » d'IDE.....	10
2.1.3. Les flux d'Investissements Directs Etrangers à Madagascar.....	11
2.1.3.1. Généralité	11
2.1.3.2. Analyse des flux d'IDE selon les semestres.....	12
2.1.3.3. Les branches d'intervention des investisseurs directs.....	13
2.1.3.4. Origine des flux de capitaux d'IDE.....	14
2.2. Les principaux pays investisseurs directs à Madagascar	15
2.2.1. Les investissements étrangers venant du Canada.....	15
2.2.1.1. Les stocks d'IDE du Canada	15
2.2.1.2. Flux d'IDE du Canada.....	16
2.2.2. Les investissements étrangers venant des Etats-Unis	17
2.2.2.1. Le stock d'IDE des Etats-Unis	17
2.2.2.2. La répartition des flux d'IDE des Etats-Unis	18
2.2.3. Les investissements étrangers provenant de la France.....	20
2.2.3.1. Les stocks d'IDE de la France.....	20
2.2.3.2. Les flux d'IDE de la France	22
2.2.4. Les investissements étrangers provenant de l'Ile Maurice.....	23
2.2.4.1. Les stocks d'IDE de l'Ile Maurice	23
2.2.4.2. Les flux d'IDE de l'Île Maurice	25
Chapitre III : La production Industrielle des entreprises à capitaux étrangers.....	27
3.1.1. La répartition des entreprises	27
3.1.2. Le volume de la production industrielle.....	28
3.1.3. La performance des entreprises industrielles à capitaux étrangers	30
3.2. La structure du secteur industriel suivant la nomenclature de synthèse	32
3.2.1. La valeur de la production industrielle.....	32
3.2.2. La performance des entreprises industrielles à capitaux étrangers	34
Annexe 1 : Méthodologie d'enquête	36
I. Objectifs de l'enquête	36
II. Concepts et définitions	36
III. Couverture de l'enquête	41
IV. Champ de l'enquête	42
V. Unité Statistique	43
VI. Couverture Géographique	43
Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle	44
Annexe 3 : Quelques tableaux sur les investissements étrangers.....	46
Annexe 4 : Production en quantité par produit en 2006.....	47

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Evolution des stocks d'investissements étrangers (en milliards ariary)	8
Figure 2 : Evolution des flux d'IDE de 2002 à 2007 (en milliards d'ariary)	11
Figure 3 : Répartition du stock d'IDE du Canada selon les branches (en pourcentage).....	16
Figure 4 : Répartition des flux d'IDE du Canada selon les branches au cours de l'année 2007 (en pourcentage)	17
Figure 5 : Répartition du stock d'IDE des Etats-Unis selon les branches (en pourcentage)....	18
Figure 6 : Répartition des flux d'IDE des Etats-Unis selon les branches (en pourcentage)	20
Figure 7 : Répartition du stock d'IDE de la France par branche d'activité (en pourcentage) .	22
Figure 8 : Répartition du flux d'IDE de la France selon les branches d'activité au cours de l'année 2007 (en pourcentage)	23
Figure 9 : Répartition du stock d'IDE de l'Ile Maurice selon les branches (en pourcentage). 25	
Figure 10 : Répartition du flux d'IDE de l'Île Maurice selon les branches d'activité (en milliards ariary)	26
Figure 11 : Structure du volume de la production industrielle selon la nomenclature de synthèse en 2006	33
Figure 12 : Structure de la valeur ajoutée selon la nomenclature de synthèse en 2006	35

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution de la création des entreprises d'IDE de 2004-2006.....	2
Tableau 2 : Caractéristiques des entreprises d'IDE créées en 2006.....	3
Tableau 3 : Chiffre d'affaires, Valeur ajoutée et Emploi générés par les entreprises à investissement étranger durant l'année 2006.	4
Tableau 4 : Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail.	5
Tableau 5 : Répartition de la valeur ajoutée (VA) et de l'emploi par branche des entreprises à capitaux étrangers en 2006.	5
Tableau 6 : Performance des entreprises à capitaux étrangers par branche.	6
Tableau 7 : Les financements reçus des entreprises à capitaux étrangers en 2006 et 2007.	7
Tableau 8 : Structure des apports en capital social par branche en 2006 et 2007.	7
Tableau 9 : Le stock d'investissements étrangers (en milliards ariary)	9
Tableau 10 : Structure du stock d'IDE selon les composantes (en milliards ariary)	9
Tableau 11 : La structure des autres transactions d'IDE (en milliards ariary)	10
Tableau 12 : Les flux d'IDE (en milliards ariary)	12
Tableau 13 : Flux d'IDE selon le semestre en 2007 (en milliards ariary)	12
Tableau 14 : Flux d'IDE par branche d'activité (en milliards d'ariary)	13
Tableau 15 : Flux d'IDE par pays d'investisseurs directs (en milliards d'ariary)	14
Tableau 16 : Répartition du stock d'IDE du Canada (en milliards ariary)	15
Tableau 17 : Les flux d'IDE du Canada (en milliards ariary)	16
Tableau 18 : Répartition du stock d'IDE des Etats-Unis (en milliards ariary)	17
Tableau 19 : Répartition des flux d'IDE des Etats-Unis (en milliards ariary)	19
Tableau 20 : Stocks d'IDE de la France (en milliards ariary)	20
Tableau 21 : Les flux d'IDE de la France (en milliards ariary)	22
Tableau 22 : Répartition du stock d'IDE de l'Île Maurice (en milliards ariary)	24
Tableau 23 : Les flux d'IDE de l'Île Maurice (en milliards ariary)	25
Tableau 24 : Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE en 2006.	27
Tableau 25 : Volume de la production industrielle des entreprises IDE en 2006 (en milliards ariary)	28
Tableau 26 : Répartition du volume de la production industrielle par division et par type d'entreprise IDE en 2006 (En pourcentage).....	29
Tableau 27 : Chiffres d'affaires et valeur ajoutée des entreprises industrielles en 2006 (Unité : Milliards ariary)	30
Tableau 28: Répartition des chiffres d'affaires et de la valeur ajoutée par division en 2006 ((En %)	31
Tableau 29 : Répartition du volume de la production industrielle par type d'entreprise, selon la nomenclature de synthèse en 2006.	32
Tableau 30: Répartition des chiffres d'affaires et de la valeur ajoutée suivant la nomenclature de synthèse en 2006 (En pourcentage)	34
Tableau 31 : Stocks d'IDE par branche d'activité (en milliards d'ariary)	46
Tableau 32 : Stocks d'IDE selon les pays (en milliards d'ariary)	46

INTRODUCTION

L'enquête auprès des entreprises à capitaux étrangers rentre dans sa cinquième année au cours de cette année 2007. Cette année, dans le but d'alléger la charge des entreprises, deux enquêtes ont été associées en une seule. Il s'agit de l'enquête auprès des entreprises à capitaux étrangers et de l'enquête sur la conjoncture, *dont l'Indice de Production Industrielle*. Toutefois, le champ de l'enquête n'a pas été élargi. L'échantillon n'est donc composé que des entreprises à capitaux étrangers. Ainsi, les différents indicateurs produits par cette opération ne reflètent que la situation de ces entreprises.

De plus, l'enquête visait à sortir les chiffres définitifs de l'année 2006, les estimations du premier semestre 2007 et un préliminaire de la situation du 2nd semestre 2007. Ainsi, nous tenons à aviser les lecteurs que les chiffres de l'année 2007 ne sont que des prévisions basées sur les éléments de l'enquête et des éléments issus dernières informations que la Banque Centrale a pu obtenir auprès de quelques grandes entreprises d'investissements directs. La durée de l'enquête a été de 5 mois, allant du mois d'avril jusqu'au mois d'août. Le temps relativement long pris pour la réalisation de cette enquête s'explique, d'une part, par le refus de certaines grandes entreprises à répondre au questionnaire et, d'autre part, par la lourdeur du questionnaire qui réunissait les besoins en information des investissements directs étrangers et des indices de production industrielle. Néanmoins, il faut remarquer que la partie sur les indices de production industrielle a connu une réussite avec un taux de réponse de plus de 80%.

Ainsi, ce présent rapport présente les résultats de l'enquête sous trois volets à savoir : i) les caractéristiques des entreprises à capitaux étrangers, ii) les investissements étrangers, avec un accent sur les IDE, de l'année 2006 et une prévision de 2007 et enfin iii) les productions industrielles. Les questions sur la méthodologie sont disponibles en annexe de ce document.

Chapitre I : Caractéristiques générales des entreprises

Le présent chapitre mettra en exergue les caractéristiques des entreprises d'investissements directs étrangers. Il sera question tout d'abord de la démographie d'entreprises où il sera mentionné plus précisément la création d'entreprises, ensuite il sera abordé l'analyse de la performance des entreprises pour appréhender l'apport dans l'économie des capitaux étrangers privés et enfin, une analyse des financements utilisés par l'entreprise terminera ce chapitre.

1.1. Les créations des entreprises d'investissements directs étrangers

L'analyse de la création illustre le résultat des appels faits par le gouvernement aux capitaux privés étrangers. Ainsi, d'après l'enquête, 28 entreprises d'IDE ont été créées durant l'exercice 2006. En termes d'effectif, une baisse de 22% par rapport à l'année 2005 a été constatée au cours de cette année. Le tableau ci-dessus montre l'évolution du nombre de créations d'entreprises d'IDE de 2004 à 2006.

Tableau 1 : Evolution de la création des entreprises d'IDE de 2004-2006

Type d'Entreprise IDE	2004		2005		2006	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Entreprise Affiliée	17	34,7	10	27,8	10	35,7
Filiale	23	46,9	19	52,8	13	46,4
Succursale	9	18,4	7	19,4	5	17,9
Total	49	100,0	36	100,0	28	100,0

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

Le résultat de l'enquête montre un encouragement pour la partie malgache. En effet, on constate qu'il y a de plus en plus de partenariats entre les nationaux et les étrangers : *le poids des succursales, entreprise dont les capitaux sont détenus à 100% par un étranger, créées connaissent une tendance à la baisse.*

L'entreprise-type est constituée en régime commun sous forme de SARL. Seulement 3 entreprises sur 28 ont choisi le régime des Zones Franches. De plus, seules deux (2) entreprises de type SA ont vu le jour durant l'année 2006.

Les actionnaires étrangers proviennent de treize (13) pays différents dont la majorité du vieux continent (Europe). La place des nouveaux actionnaires africains n'a pas été non plus négligeable en 2006 : ceux-ci ont été au nombre de quinze (15) actionnaires à prendre une participation au sein des entreprises nouvellement créées.

Ces entreprises se sont concentrées surtout dans trois (3) branches à savoir : les « *activités immobilières et les services aux entreprises* », les « *activités de fabrication* » et la branche « *commerce* ».

Tableau 2 : Caractéristiques des entreprises d'IDE créées en 2006

<i>Rubriques</i>	<i>Entreprise Affiliée Effectif</i>	<i>Filiale Effectif</i>	<i>Succursale Effectif</i>
Régime fiscal			
Droit Commun	10	10	5
Zone Franche	-	3	-
Forme juridique			
SA	2	-	-
SARL	8	13	3
AUTRES (Exclus SAU et EURL)	0	0	2
Actionnaire par pays de résidence			
Belgique	1	-	-
Canada	-	1	1
Cameroun	2	2	2
Chine	1	1	2
France	1	2	2
Italie	4	3	2
Japon	-	1	1
Maurice	-	1	2
Pakistan	-	-	1
La Réunion	2	2	2
Roumanie	2	2	2
Thaïlande	1	1	-
Etats-Unis	-	1	1
Branche d'activité			
Activités extractives	1	1	-
Activités de fabrication	1	4	1
Construction et BTP	1	-	-
Commerce	1	2	2
Hôtels et Restaurants	2	-	-
Transports et télécommunication	1	1	-
Activités immobilières et services aux entreprises	3	5	1
Télécommunication	-	-	1

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

1.2. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers

Il est question, *dans cette section*, d'appréhender l'apport des entreprises à capitaux étrangers dans l'économie malgache, particulièrement, en termes de valeur ajoutée, par rapport au PIB, et en termes de création d'emploi.

Tableau 3 : Chiffre d'affaires, Valeur ajoutée et Emploi générés par les entreprises à investissement étranger durant l'année 2006.

Type d'entreprise	Chiffre d'affaires (Milliards MGA)	Valeur Ajoutée (Milliards MGA)	Emploi (Effectif)
Entreprise IPF	19,4	9,7	390
Entreprise IDE	2 756	555	52 907
Entreprise affiliée	173,0	102,0	6 724
Filiale	2 490,0	429,0	40 002
Succursale	92,9	23,9	6 181
ENSEMBLE	2 775	565	53 297

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

Le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises à capitaux étrangers a atteint un niveau de 2 775 milliards d'ariary en 2006, soit une augmentation de 25% par rapport à la réalisation de l'année 2005. Cette performance est attribuée surtout à la vente réalisée par les distributeurs de produits pétroliers (40%), les entreprises industrielles (19%), les banques (11%), les entreprises commerciales (10%) et les entreprises de télécommunication (6%).

L'étude selon le type d'entreprise fait ressortir la bonne situation des entreprises « *filiales* ». En effet, les filiales, *représentant 57% des entreprises à capitaux étrangers*, ont dégagé 89% du chiffre d'affaires total des entreprises à capitaux étrangers. En termes de moyenne, une entreprise constituée en filiale a réalisé en moyenne 14,8 milliards d'ariary. A côté de la réalisation des entreprises affiliées et des succursales, avec respectivement 2 milliards et 3 milliards de chiffre d'affaires moyen, les entreprises filiales ont marqué leur différence.

Sous l'angle de l'emploi, les investissements étrangers ont permis la création de 53 297 emplois permanents dans notre pays. En termes de moyenne, les résultats montrent qu'une entreprise affiliée emploie en moyenne 78 personnes, une filiale aux environs de 238 personnes et une succursale autour de 200 personnes. La première lecture de ces chiffres indique que les entreprises affiliées sont plutôt des Petites et Moyennes Entreprises et qu'on retrouve beaucoup plus de grandes entreprises parmi les filiales et les succursales.

La valeur ajoutée créée en 2006 a atteint 565 milliards d'ariary pour l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers. En termes de moyenne, une entreprise affiliée arrive à dégager 1 milliards d'ariary de valeur ajoutée, une filiale 2,5 milliards d'ariary et une succursale aux environs de 0,7 milliards d'ariary.

Tableau 4 : Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail.

Type d'entreprise	Taux de valeur ajoutée (%)			Productivité apparente (Million d'ariary)		
	2004	2005	2006	2004	2005	2006
Entreprise d'IPF	51,3	52,2	49,9	5,2	6,1	24,8
Entreprise d'IDE	27,1	22,4	20,1	8,3	8,7	10,5
Entreprise Affiliée	41,7	46	59,0	6,4	8,9	15,2
Filiale	25,3	19,6	17,2	10,4	10	10,7
Succursale	27,1	25,2	25,7	2,3	2	3,9
Total	27,3	22,6	20,3	8,2	8,6	10,6

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

Le niveau des réalisations de l'année 2006 donne un taux de valeur ajoutée de 20,3% et une productivité apparente de 10,6 millions d'ariary. Comparativement aux années précédentes, il a été enregistré une baisse du taux de valeur ajoutée et une hausse de la productivité apparente. D'une part, la baisse du taux de valeur ajoutée indique une hausse des consommations intermédiaires des entreprises. Cette situation est plus significative pour les entreprises filiales que pour les « autres ». En effet, en 2005 ce taux était de 25,3% pour atteindre un taux de 17,2% en 2006 pour les filiales. Et d'autre part, la hausse de la productivité apparente montre une performance à la hausse de la main d'œuvre malagasy. Cette performance est attribuée aux employés des entreprises affiliées avec une productivité apparente de 15,2 millions d'ariary pour l'année 2006.

Tableau 5 : Répartition de la valeur ajoutée (VA) et de l'emploi par branche des entreprises à capitaux étrangers en 2006.

Branche d'activités	VA (%)	Emploi (%)
Pêche, pisciculture, aquaculture	1,7	1,3
Activités extractives	0,0	1,6
Activités de fabrication	17,7	66,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1,5	0,2
Construction et BTP	0,5	1,1
Commerce	7,1	3,7
Hôtels et restaurants	0,5	0,6
Transport et auxiliaires de transport	0,8	6,9
Activités financières	39,2	6,1
Immobilier, location et services aux entreprises	2,3	3,2
Distribution de produits pétroliers	19,7	0,4
Télécommunication	8,9	8,2
Autres	0,1	0,3
TOTAL	100,0	100,0

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

La structure de l'emploi par branche d'activité, quant à elle, montre l'importance des « activités de fabrication » avec 66,5% de l'ensemble de la main d'œuvre exerçant dans les entreprises à capitaux étrangers. En associant ce chiffre avec le niveau de la productivité apparente, on peut avancer, *a priori*, la bonne qualité de cette main d'œuvre industrielle. Après la branche des « activités de fabrication », il y a la « télécommunication » (8,2%), le

« transport » (6,9%) et les « activités financières » (6,1%) qui sont les plus pourvoyeurs d'emplois parmi les entreprises à capitaux étrangers.

Concernant la valeur ajoutée, la réalisation des entreprises exerçant dans les « activités financières » est exceptionnelle avec 39% de l'ensemble. Il y a ensuite les entreprises de « distribution pétrolières » (19,7% de la VA de l'ensemble), des « activités de fabrication » (17,7%), de la « télécommunication » (8,9%) et du « commerce » (7,1%).

Tableau 6 : Performance des entreprises à capitaux étrangers par branche.

Branche	Taux de VA (%)			Productivité apparente (Million d'ariary)		
	2004	2005	2006	2004	2005	2006
Pêche, pisciculture, aquaculture	35,1	35,8	30,9	9,3	5,7	14,2
Activités extractives	19,6	22,3	nd	0,2	0,6	0,0
Activités de fabrication	21	16,8	18,6	2,7	2,4	2,8
Production d'électricité, d'eau et de gaz	29,4	30	25,1	10,9	11,8	80,5
Construction et BTP	13,7	18,7	28,7	1,3	1,5	4,8
Commerce (Y compris Produits pétroliers)	13,1	10,4	10,7	20,7	18,9	69,3
<i>DONT Produits pétroliers</i>	12,4	9,8	9,9	123,8	110,6	572,2
Hôtels et restaurants	23,8	11,9	30,6	0,5	0,5	1,4
Transports et télécommunication	55,1	50,5	14,1	15,4	16,9	6,8
<i>DONT Télécommunication</i>	nd	nd	29,6	nd	nd	11,5
Activités financières	62,5	39,9	69,7	42,8	61,5	67,7
Immobilier et services aux entreprises	34,4	43,7	34,9	7,3	5,2	7,6
Autres	23,5	11,5	18,8	12,5	9,8	4,2

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

En termes relatives, les entreprises de la branche « activités financières » se différencient des autres par son taux de VA élevé avec 69,7% et une productivité apparente de l'ordre de 67 millions d'ariary. La situation des entreprises de « distribution de produits pétroliers » mérite également d'être soulignée. Cette branche présente un taux de VA assez faible de 9,9% avec une forte productivité apparente de l'ordre de 572 million d'ariary.

1.3. Mode de financement des investissements des entreprises IDE

L'analyse se porte, *dans cette section*, sur le comportement des entreprises concernant le financement de leurs activités dont la source provient des tiers. Dans cette section, les types de financement traités sont donc les « apports en capital », les « apports en compte courant », les « emprunts à plus de 1 an » et les « emprunts à moins de 1 an ». Il est à remarquer que l'analyse se porte essentiellement sur le flux et qu'on ne tient pas compte des bénéfices réinvestis.

Tableau 7 : Les financements reçus des entreprises à capitaux étrangers en 2006 et 2007.

<i>Types de financement</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>
Apport en Capital	43,8	69,4
Apport en Compte courant	467,9	452,0
Emprunt à plus de 1 an	44,3	1 343,2
Emprunt à moins de 1 an	21,5	7,4
TOTAL	577,5	1 872,1

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

La structure des financements reçus en 2006 montre l'importance des « *apports en compte courant* ». Ce dernier représente 81% de l'ensemble durant cette année. Les « *apports en capital* » et les « *emprunts à plus de 1 an* » de 2006 ont été proches et ont tourné autour de 7%. Cette tendance connaîtra un changement en 2007 d'après les estimations. Bien qu'en terme nominal, les « *apports en compte courant* » ne connaîtront pas un grand changement, en terme relative, ceux-ci ne représenteront plus que 24% du total des financements reçus en 2007.

Enfin, un examen approfondi des apports en capital est abordé pour éclairer l'analyse sur l'importance des apports des non résidents et des branches les plus dynamiques.

Tableau 8 : Structure des apports en capital social par branche en 2006 et 2007

<i>Branches d'activités</i>	<i>2006</i>		<i>2007</i>	
	<i>Apport 2006</i>	<i>Part non résident</i>	<i>Apport 2007</i>	<i>Part non résident</i>
Activités extractives	17 555	100	55 356	80
Activités de fabrication	13 844	100	300	100
Construction et BTP	269	99	0	0
Commerce	103	51	322	71
Hôtels et restaurants	20	74	0	0
Transports	22	94	208	93
Activités financières	11 465	94	13 195	62
Immobilier et services aux entreprises	553	51	63	49
Télécommunication	2	100	0	0
Autres	8	91	0	0
TOTAL	43 841	97	69 444	77

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

Les « *apports en capital* » ont représenté 7,6% de l'ensemble en 2006 et cette part va chuter à 3,7% en 2007, malgré une hausse en valeur nominale de 58%. En 2006, seuls les apports au niveau de trois (3) branches d'activités ont été les plus palpables. Il s'agit des « *activités extractives* » (40%), les « *activités de fabrication* » (32%) et les « *activités financières* » (26%). En 2007, les « *apports en capital* » ne concernent principalement que pour deux (2) branches, à savoir les « *activités extractives* » et les « *activités financières* ». Ces capitaux proviennent surtout des non résidents : 97% en 2006 et 77% en 2007.

Chapitre II : Les Investissements Etrangers

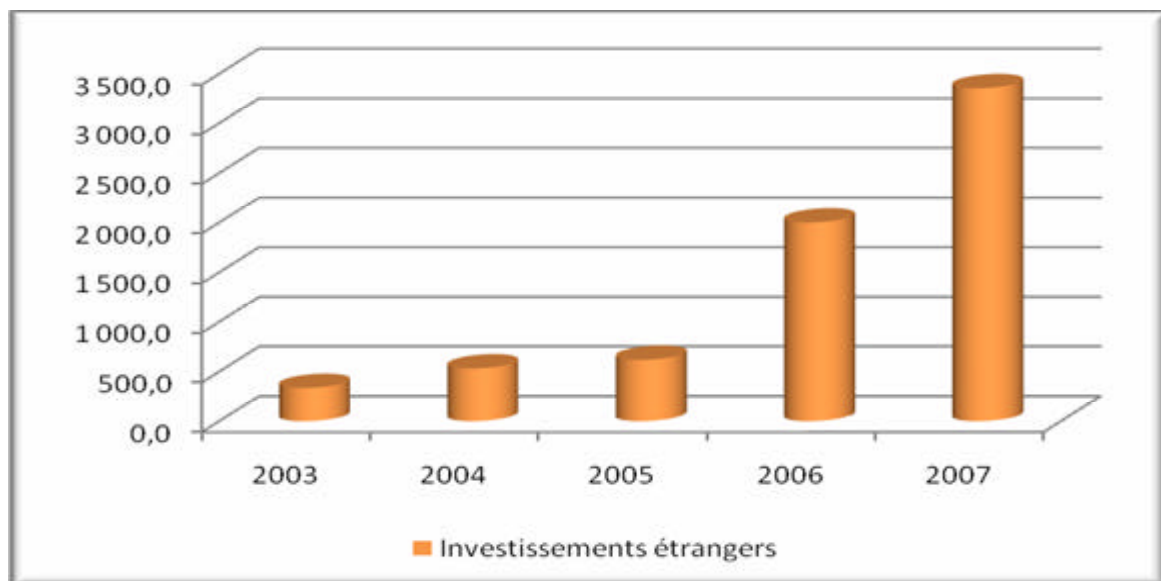
L'analyse des investissements étrangers à Madagascar sera au centre de ce chapitre, tant au niveau des stocks qu'au niveau des flux. Il est à noter que la notion d'investissements étrangers renferme les notions d'Investissement Direct Etranger (IDE), des Investissements de Porte Feuille (IPF) et des autres investissements. Pour cette édition, l'étude se penchera sur la situation des investissements étrangers pour les années 2006 et 2007 en y spécifiant les investissements faits sur les deux semestres. Il y a lieu de mentionner dès le départ que pour l'année 2007, les chiffres restent encore des prévisions.

2.1. Les investissements étrangers à Madagascar

Par rapport au PIB, les investissements n'ont cessé de s'accroître au cours des sept dernières années. En effet, si en 2005 les investissements étrangers n'ont représenté que 6,1% du PIB, en 2006, cette part s'est située autour de 16,9% du PIB et en 2007 celle-ci est estimée à 24% du PIB. En d'autres termes, la vitesse de croissance des investissements étrangers est plus élevée par rapport à celle du PIB au prix courant.

En terme nominal, le niveau d'accroissement le plus élevé a été observé en 2006. En effet, entre 2005 et 2006, les stocks des investissements étrangers ont connu un accroissement de 223%. Tandis qu'il n'a été constaté qu'une hausse moyenne de 27% entre 2000 et 2005. Les stocks d'IDE se sont établis respectivement à 2 001,0 milliards d'ariary en 2006 et 3 355,6 milliards d'ariary en 2007.

Figure 1 : Evolution des stocks d'investissements étrangers (en milliards ariary)



Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

L'analyse des composantes des investissements étrangers confirme les structures déjà observées au cours des années passées, à savoir la part importante occupée par les IDE dans les investissements étrangers. Les stocks d'IDE ont représenté, sur la période sous revue, une part avoisinant 94% des investissements étrangers voir plus durant les trois dernières années.

Tableau 9 : Le stock d'investissements étrangers (en milliards ariary)

Type d'investissement	2003	2004	2005	2006	2007
IDE	277,0	479,7	540,6	1 877,9	3 268,8
IPF	1,8	2,0	1,6	4,6	5,5
Autre investissement	58,2	50,9	76,9	118,4	81,3
Total des investissements étrangers	337,2	532,6	619,1	2 001,0	3 355,6

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

Par ailleurs, il a été constaté que les stocks des IPF et des « autres investissements » ont augmenté en 2006 de l'ordre de 187%, pour s'établir à 4,6 milliards d'ariary pour les IPF et de 54% pour les « autres investissements » (118,4 milliards d'ariary en 2006).

2.1.1. Les Stocks d'Investissements Directs Etrangers à Madagascar

Les capitaux d'IDE sont ventilés en i) « capital social », ii) « bénéfice réinvesti » et iii) « autres transactions ». Comme il a été évoqué précédemment, les capitaux d'IDE sont composés des transactions entre l'investisseur direct, qui détiennent plus de 10% du capital, et l'entreprise d'investissement direct, le tableau suivant fournit la structure du stock d'IDE selon ces trois composantes.

Tableau 10 : Structure du stock d'IDE selon les composantes (en milliards ariary)

Composantes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Capital social	91,6	101,3	130,8	147,2	199,4	247,0	753,1	805,6
Bénéfice réinvesti	38,8	19,5	38,9	31,5	56,8	136,6	106,0	150,0
Autres transactions	54,1	68,3	62,6	137,2	223,5	157,0	1 018,8	2 313,2
Stock d'IDE	184,5	189,1	232,3	315,9	479,7	540,6	1 877,9	3 268,8

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

L'année 2006 a été marquée par un changement de tendance pour les IDE. C'est le cas également de la composante « Capital social ». Le taux d'accroissement de cette dernière est de 200% pour cette année. En termes de structure, la part du « capital social » dans le stock des IDE a diminué en 2006, malgré cet accroissement record. De plus, cette part connaît une baisse conséquente en 2007. Selon la prévision de 2007, le « capital social » ne représentera plus que 24% du stock d'IDE.

Quant aux « bénéfices réinvestis », ceux-ci représentent une part de 5% du stock d'IDE sur les années 2006 et 2007. En 2006, il a été noté une baisse de 22% de stock de « bénéfices réinvestis » par rapport à l'année 2005. Ceux-ci ont atteint 106,0 milliards d'ariary en 2006 et leurs stocks croîtraient de 42% en 2007, pour s'établir à 150 milliards d'ariary à fin 2007.

La plus forte progression des stocks d'IDE est observée au niveau des stocks des « *autres transactions* ». Si en 2005, leurs stocks avaient représenté 29%, ils ont atteint plus de la moitié des stocks d'IDE sur les années suivantes pour atteindre les 70%. De plus, l'année 2006 a connu une croissance de 550% et celle de l'année 2007 est estimée à 130%.

2.1.2. Composition du stock des « autres transactions » d'IDE

Les « *emprunts à plus de un an* » et les « *apports en compte courant* » restent le noyau central du stock des « *autres transactions* » sur la période. Ceux-ci ont occupé une part respective de près de 51% et de 46% des « *autres transactions* » des IDE avant 2007.

Les « *emprunts plus de un an* » ont cru de l'ordre de 275% entre 2005 et 2006, pour s'établir à 514,8 milliards d'ariary en 2006. Les « *emprunts plus de un an* » ont augmenté de 255% entre 2006 et 2007. La plus forte croissance a été enregistrée au niveau des « *apports en compte courant* » qui sont passés de 14,8 milliards d'ariary à 467,9 milliards d'ariary. Cette rubrique est devenue un des principaux moyens de financement des entreprises d'investissement direct à Madagascar. Ces « *apports en compte courant* » proviennent essentiellement des maisons mères des entreprises. Ainsi, si en 2005, sa part dans les « *autres transactions* » n'avait été que de 9%, en 2006, les « *apports en compte courant* » ont représenté 46% des « *autres transactions* ».

Tableau 11 : La structure des autres transactions d'IDE (en milliards ariary)

<i>Rubriques</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>
Emprunts à plus de 1 an	135,5	137,2	514,8	1831,8
Emprunts à moins de 1 an	54,4	5,1	29,5	29,3
Apport en compte courant	33,8	14,8	467,9	452,0
Crédits commerciaux			6,6	0,1
Prêts accordés	0,1			
Autres transactions	223,5	157,0	1018,8	2313,2

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

Même si le volume des « *emprunts moins de un an* » a demeuré inférieur aux deux autres composantes avec une part de 3% des « *autres transactions* », les stocks des « *emprunts moins de un an* » ont connu une forte hausse de 484% entre 2006 et 2007.

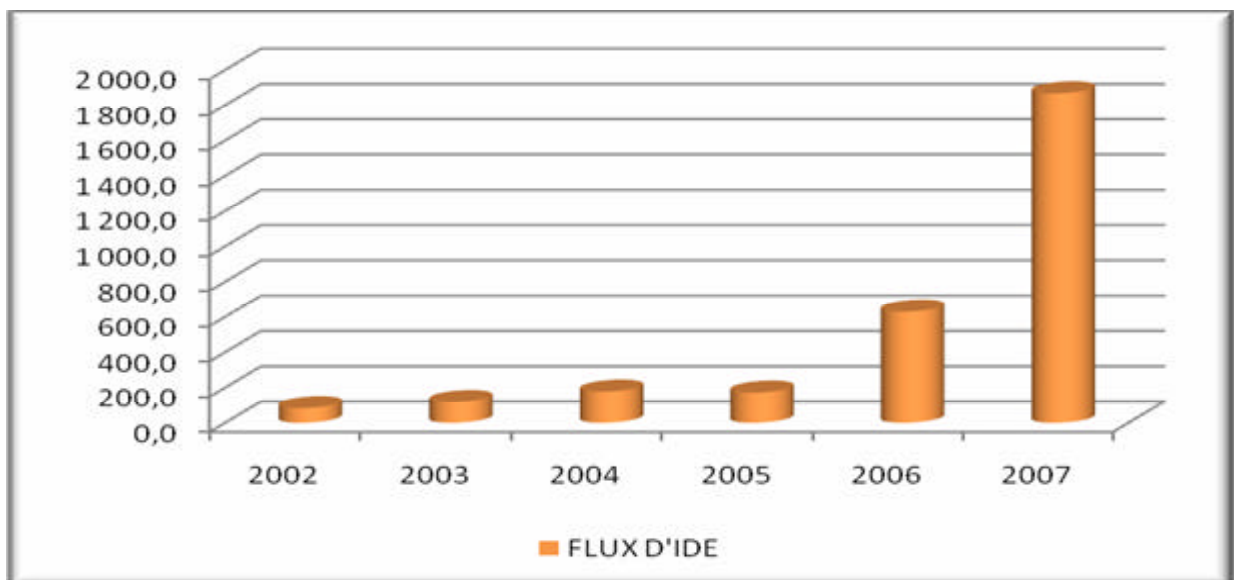
2.1.3. Les flux d'Investissements Directs Etrangers à Madagascar

2.1.3.1. Généralité

Si le stock d'IDE permet de calculer la position extérieure de Madagascar, le flux est important pour l'établissement de la Balance des Paiements. En effet, le calcul du flux d'IDE permet de savoir le mouvement de capitaux enregistré par le pays au cours d'une période donnée. Il s'agit donc des transactions qui ont été réalisées durant l'année considérée. Le tableau suivant donne la situation du flux d'IDE à Madagascar pour 2002 à 2007.

Si en 2005 les flux d'IDE ont représenté 2% du PIB aux prix courants, cette part a atteint 5% du PIB aux prix courants en 2006. Les prévisions ont permis d'estimer les flux d'IDE à 13% du PIB aux prix courants en 2007.

Figure 2 : Evolution des flux d'IDE de 2002 à 2007 (en milliards d'ariary)



Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

Les flux d'IDE ont cru considérablement en 2006 comme déjà susmentionné avec une hausse de plus de 260%. Cette croissance est due essentiellement à la variation positive constatée au niveau de ses composantes à savoir les « *bénéfices réinvestis* », les « *autres transactions* » essentiellement des « *apports en compte courant* ». En 2006, les flux des « *apports en compte courant* » a connu une très forte croissance pour atteindre 467,9 milliards d'ariary.

Tableau 12 : Les flux d'IDE (en milliards ariary)

Rubrique	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Capital	29,4	16,4	34,4	47,6	43,6	52,6
Bénéfice réinvesti	19,4	-7,4	25,3	58,8	105,5	44,0
Autres transactions	34,7	109,2	118,0	65,9	481,3	1 771,5
<i>Emprunt à plus de un an</i>	0,1	77,4	30,0	46,0	5,2	1 317,0
<i>Emprunt à moins de un an</i>	0,0	0,0	54,4	5,1	1,5	-0,2
<i>Apport en compte courant</i>	34,6	31,8	33,8	14,8	467,9	452,0
<i>Crédits commerciaux</i>					6,6	2,7
FLUX D'IDE	83,5	118,2	177,7	172,3	630,3	1 868,1

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

En 2007, une très forte augmentation du flux des IDE est également attendue avec un taux de croissance de 196% par rapport à l'année 2006. Pour l'année 2007, les « *emprunts à plus de un an* » connaîtront une croissance de l'ordre de 260% pour atteindre la somme de 1 317 milliards d'ariary.

2.1.3.2. Analyse des flux d'IDE selon les semestres

Comme l'objectif de l'enquête menée depuis l'année 2005 est de collecter des informations sur une base semestrielle, la présente section indiquera la ventilation des flux d'IDE suivant ces semestres pour le compte de l'année 2007.

Tableau 13 : Flux d'IDE selon le semestre en 2007 (en milliards ariary)

Rubriques	1 semestre 2007	2 semestre 2007
Capital	52,3	0,3
Bénéfice réinvesti	45,9	-1,9
Autres transactions	217,7	1 553,7
<i>Emprunt à plus de un an</i>	3,8	1 313,2
<i>Emprunt à moins de un an</i>	0,3	-0,5
<i>Apport en compte courant</i>	211,1	240,9
<i>Crédits commerciaux</i>	2,6	0,1
TOTAL	315,9	1 552,1

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

Le 2nd semestre de l'année sera caractérisée par une exception avec l'importance des « *emprunts à plus de un an* » reçus par les entreprises d'investissements directs étrangers. En effet, l'estimation des flux pour 2007 dépend étroitement des programmes d'investissement des grandes entreprises d'investissements miniers.

Pour le 1^{er} semestre 2007, la réalisation des opérations est constatée tout d'abord au niveau des nouveaux « *apports en capital* » pour lesquels près de 99% des flux sont réalisés au premier semestre. Ensuite, au niveau des « *bénéfices réinvestis* » dont l'essentiel est aussi effectué au premier semestre de l'année 2007. La prépondérance des « *apports en compte courant* » est la plus importante avec 66% de l'ensemble du flux d'IDE enregistré durant cette période.

2.1.3.3. Les branches d'intervention des investisseurs directs

Comme dans les études précédentes, l'analyse s'orientera à une ventilation plus détaillée des branches d'activité. Cette option est adoptée dans un souci de faire une analyse plus profonde. Mais cette fois-ci, l'étude sera focalisée sur les flux d'IDE par branche, mais non plus sur les stocks d'IDE.

Trois branches d'activités ont attiré la majorité des flux d'IDE à Madagascar en 2006. Il s'agit de l'« *activité extractive* », l'« *activité financière* » et de l'« *activité de fabrication* ». Celles-ci ont constitué 90% des flux d'IDE en 2006, dont 70% pour l'« *activité extractive* », 12% l'« *activité financière* » et 6% pour l'« *activité de fabrication* ».

Pour l'« *activité extractive* », en 2006, la branche a enregistré un flux d'IDE de l'ordre de 442,1 milliards d'ariary. Tandis qu'en 2007, les flux d'IDE sont estimés à 1 780,5 milliards d'ariary, soit une hausse de 302% par rapport aux flux de 2006. Ces flux proviennent essentiellement des grandes entreprises œuvrant toutes dans la branche extractive.

Tableau 14 : Flux d'IDE par branche d'activité (en milliards d'ariary)

<i>Branche d'activité</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>
Activité extractive	442,1	1 780,5
Activités financières	76,7	35,7
Activité de fabrication	39,6	7,8
Transport et auxiliaires de transport	18,8	26,3
Distribution de produits pétroliers	18,2	11,4
Commerce et réparation de véhicules	16,2	3,8
Pêche, pisciculture, aquaculture	7,7	-0,5
Télécommunication	5,7	1,6
Immobilier, location et services aux entreprises	4,0	0,9
Construction et BTP	1,1	0,4
Production et distribution d'électricité; d'eau et de gaz	0,3	0,4
Autres branches	0,2	-0,1
Hôtel et restaurant	-0,3	-0,1
Total	630,3	1 868,1

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

Pour l'activité financière, celle-ci a enregistré des flux d'un montant de 76,7 milliards d'ariary en 2006. Et l'on estime pouvoir atteindre près de la moitié de ce flux pour le compte de cette année 2007, soit une valeur de 35,7 milliards d'ariary.

La troisième branche intéressant les investisseurs est la branche des « *activités de fabrication* ». En 2006, cette branche a enregistré un flux de l'ordre de 39,6 milliards d'ariary et leurs flux ont diminué de 80% pour s'établir à 7,8 milliards d'ariary.

Avec les flux de la branche extractive, ceux de la branche « *transport et auxiliaire de transport* » ont connu une hausse d'une année à une autre. En 2006, les flux d'IDE dans la branche « *transport et auxiliaire de transport* » ont été de 18,8 milliards d'ariary. En 2007, les flux au profit de cette brèche ont enregistré une croissance de 40% pour atteindre

26,3 milliards d'ariary. Cette situation laisse prédire que ce secteur pourrait être un secteur promoteur d'ici quelques années pour l'économie de Madagascar.

2.1.3.4. Origine des flux de capitaux d'IDE

Quatre pays se distinguent du lot comme pays d'investisseurs directs à Madagascar en 2006, à savoir : le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France et l'Ile Maurice. Le flux d'investissements IDE de ces quatre pays a représenté plus de 80% de l'ensemble de l'année 2006.

Quant à l'année 2007, la situation est singulière en ce sens que les flux attendus dépendent de la programmation d'investissements des Grandes Entreprises Minières. En effet, le flux programmé par ces entreprises représentera 84% de l'ensemble de l'année. Ainsi, l'analyse qui suit se focalisera sur les quatre pays les plus importants investisseurs directs à Madagascar en 2006.

Tableau 15 : Flux d'IDE par pays d'investisseurs directs (en milliards d'ariary)

<i>Pays investisseurs directs</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>
Canada	270,7	905,6
Etats-Unis d'Amérique	158,3	154,5
France	52,7	19,4
Maurice	48	30,1
Réunion	29,6	2,7
Royaume-Uni	20,8	20,7
Inde	9,2	0,3
Japon	8,9	361,2
Corée	8,8	361,2
Luxembourg	8,7	-0,6
Chine	6,2	2,9
Suisse	4,2	0,4
Sri Lanka	2,8	0,2
Afrique du sud	1,8	0,4
Autres pays	-0,3	9,1
Total	630,4	1 868,1

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

Les flux d'IDE provenant du Canada occupent la première place avec près de 43% des flux totaux en 2006 et 48% des flux totaux en 2007. Leurs flux ont représenté ainsi 270,7 milliards d'ariary en 2006.

La seconde place est occupée par les Etats-Unis d'Amérique, sa part en 2006 a été de l'ordre de 25%. Selon les prévisions, cette part diminuera jusqu'à 8% du total pour l'année 2007.

Quant à la France, elle se trouve en troisième place avec des flux d'IDE d'un montant de 52,7 milliards d'ariary en 2006. En 2007, ces flux auraient diminué de 62% pour s'établir à 19,4 milliards d'ariary.

L'Ile Maurice arrive en quatrième place avec des flux d'un montant de 48 milliards d'ariary en 2006. Ces flux ont nettement diminué de l'ordre de 34% pour se situer à 30,1 milliards d'ariary en 2007.

2.2. Les principaux pays investisseurs directs à Madagascar

Comme on vient de voir, quatre pays tels que le Canada, les Etats-Unis, la France et l'Ile Maurice sont les principaux pays investisseurs directs à Madagascar pour l'année 2006 regroupant ensemble près de 84% du flux total d'IDE du pays en 2006. La présente section aborde, *de manière plus détaillée*, les spécificités de ces principaux pays investisseurs directs à Madagascar telles que le stock, le flux et les branches d'activités à travers lesquelles leurs investissements ont été focalisés.

2.2.1. Les investissements étrangers venant du Canada

2.2.1.1. Les stocks d'IDE du Canada

Le stock d'IDE de Canada a été évalué à 1 365,4 milliards d'ariary à fin 2007, contre 731,8 milliards d'ariary à fin 2006. Le stock d'IDE de Canada connaîtrait donc une hausse de 86% en une année. Cette situation aura permis au Canada de se situer à la première place en matière de stock d'IDE à fin de 2007.

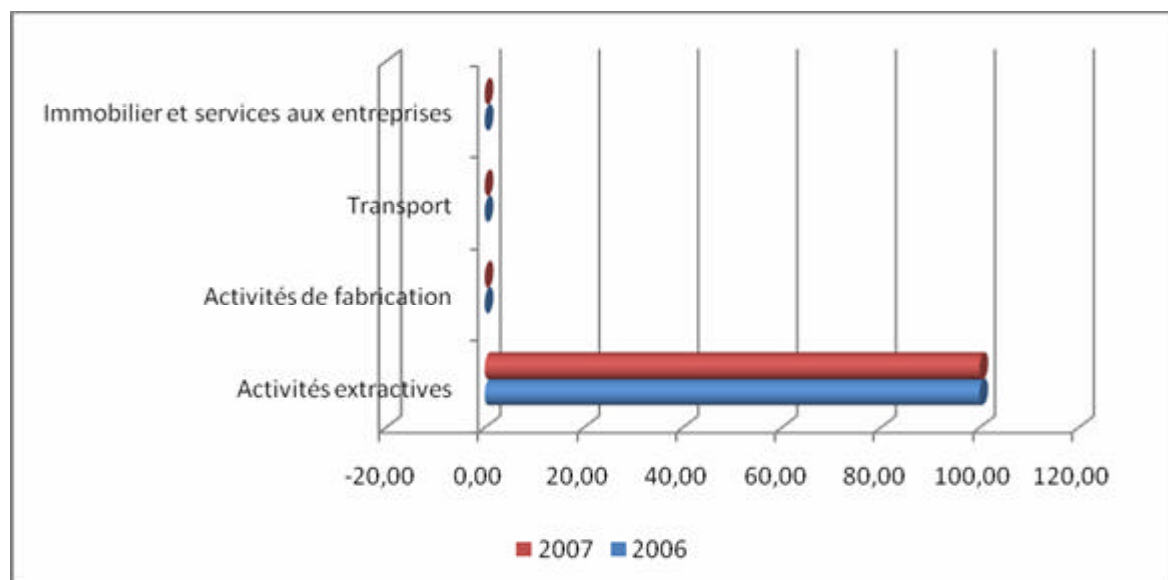
Tableau 16 : Répartition du stock d'IDE du Canada (en milliards ariary)

Rubrique	2006	2007
IDE	731,8	1 365,4
Capital Social	15,0	58,7
Bénéfice réinvesti	0,0	-0,2
Autres transactions	716,8	1 306,9
<i>Dont Emprunts à plus de 1 an</i>	<i>444,9</i>	<i>1 035,9</i>
<i>Apport en compte courant</i>	<i>271,9</i>	<i>271,0</i>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

Cette hausse est due à l'augmentation des « *autres transactions* » à travers les « *emprunts à plus de 1 an* ». Cette composante représente environ 95% de l'ensemble du stock. De plus, il est à remarquer la place non négligeable du « *capital social* » : leur part est passée de 2% en 2006 à 4% en 2007 par rapport à l'ensemble du stock d'IDE de Canada.

Figure 3 : Répartition du stock d'IDE du Canada selon les branches (en pourcentage)



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

Les chiffres sur les branches montrent une place importante des « *activités extractives* » dans le stock d'IDE du Canada. En effet, deux grandes sociétés œuvrant dans le domaine de l'extraction minière, dont la majorité du capital est détenue par des entreprises canadiennes, sont à l'origine de cette situation.

2.2.1.2. Flux d'IDE du Canada

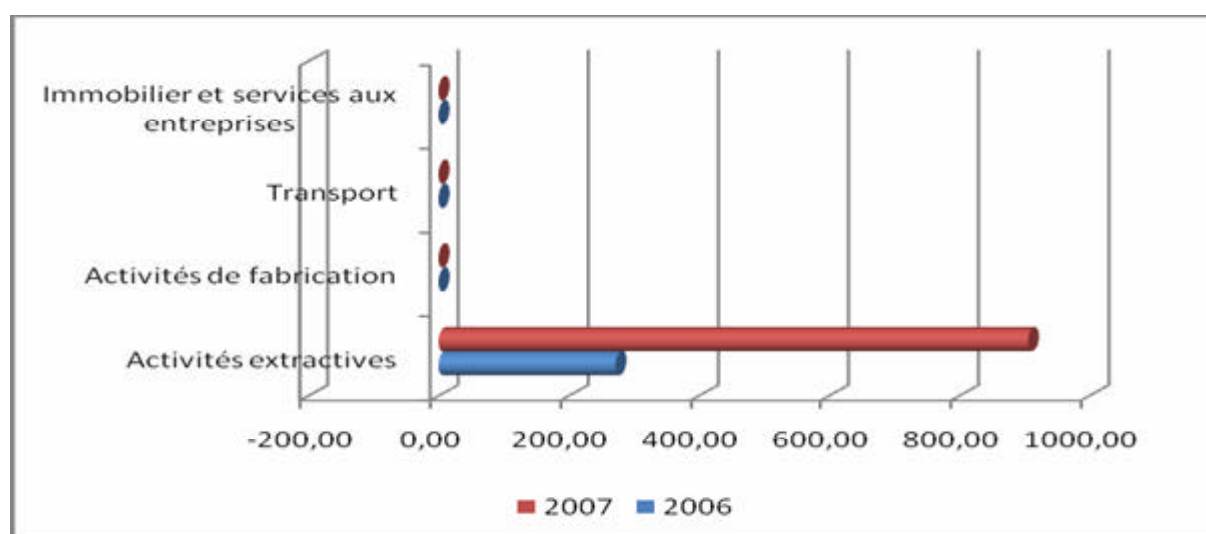
Le flux d'IDE provenant de Canada atteindrait à 905,6 milliards d'ariary au cours de l'année 2007, contre 270,7 milliards d'ariary au cours de l'année 2006, soit une augmentation de 230% sur les deux années. La composante « *autres transactions* » est la seule composante à connaître un grand mouvement au cours de ces deux années. Il s'agit surtout des « *apports en compte courant* » en 2006 et au cours de l'année 2007 des « *apports en compte courant* » et surtout des « *emprunts à plus de 1 an* ».

Tableau 17 : Les flux d'IDE du Canada (en milliards ariary)

Rubrique	2006	2007
IDE	270,7	905,6
Capital Social	-0,14	43,78
Bénéfice réinvesti	-0,03	-0,16
Autres transactions	270,90	862,02
<i>Dont Emprunts à plus de 1 an</i>		591,02
<i>Apport en compte courant</i>	270,90	271,0

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

Ces mouvements sont enregistrés au niveau de la branche « *activités extractives* » en raison des flux effectués par les Grandes Entreprises Minières comme annoncé auparavant.

Figure 4 : Répartition des flux d'IDE du Canada selon les branches au cours de l'année 2007 (en pourcentage)

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

2.2.2. Les investissements étrangers venant des Etats-Unis

2.2.2.1. Le stock d'IDE des Etats-Unis

Les Etats-Unis font partie des pays qui émergent depuis l'année 2006 comme principaux investisseurs directs à Madagascar. Son stock d'IDE serait de 110,7 milliards d'ariary à fin 2007. Toutefois, ce niveau de stock d'IDE est en baisse de 34,7% par rapport à la situation de fin 2006. Les Etats-Unis sont ainsi placés en quatrième position en matière d'accumulation de stock d'IDE dans le secteur privé malgache.

Tableau 18 : Répartition du stock d'IDE des Etats-Unis (en milliards ariary)

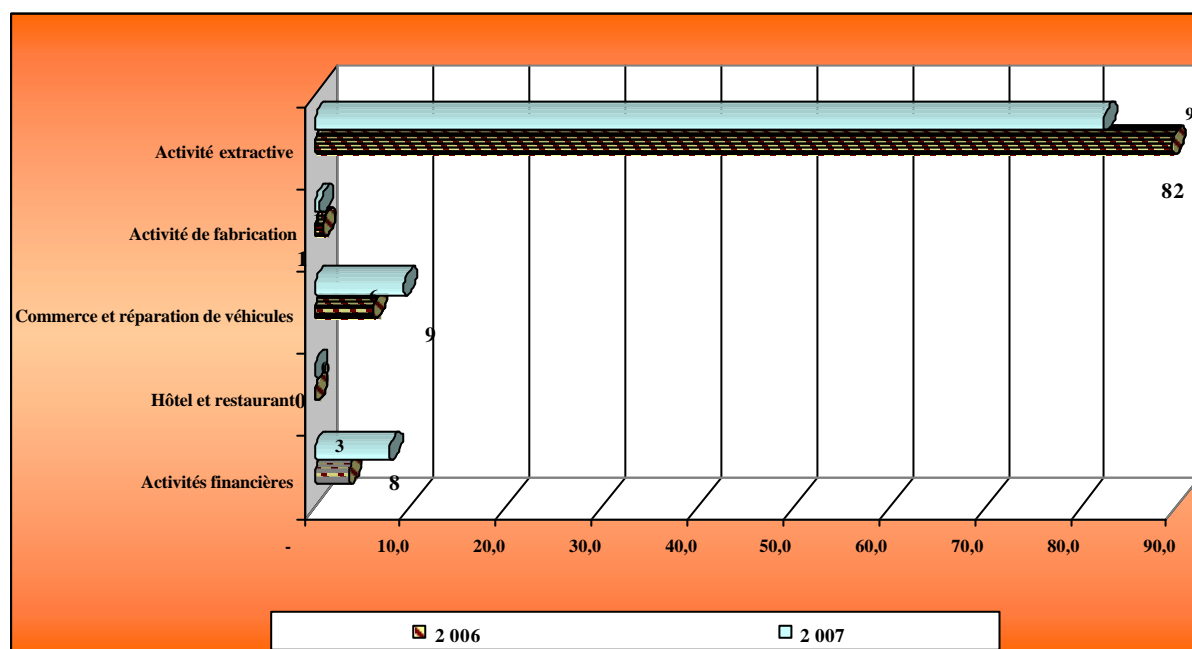
Rubrique	2006	2007
IDE	169,6	110,7
Stock de capital social	13,3	14,1
Bénéfices réinvestis	3,6	5,5
Autres transactions	152,7	91,1
Dont Emprunts à plus de 1 an	0,8	0

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

La baisse du stock d'IDE américain enregistré en 2007 est principalement due à la baisse de la composante « *autres transactions* » qui est passée de 152,7 milliards d'ariary à fin 2006 à 91,1 milliards d'ariary seulement à fin 2007. La composante « *autres transactions* » constitue, d'ailleurs, l'élément principal du stock d'IDE des Etats-Unis depuis l'année 2006. Celle-ci a représenté 90% du stock d'IDE américain à fin 2006 et représenterait 82,3% du stock d'IDE américain à fin 2007. Toutefois, force est de constater que les parts du stock de « *capital social* » et des « *bénéfices réinvestis* » ont augmenté à fin 2007. Ensemble, ces deux composantes représenteraient 17,7% du stock d'IDE américain à la fin de 2007. Ce qui représente donc l'accroissement *des éléments de caractère permanent et à long terme* dans la composition du stock d'IDE des Etats-Unis à Madagascar.

Pour ce qui est de la répartition par branche, comme le cas de l'année 2006, le stock d'IDE des Etats-Unis resterait très concentré sur la branche des « *activités extractives* » à fin 2007. Cette branche accaparerait 82% du stock d'IDE américain à fin 2007, contre 90% à fin 2006, soit une légère baisse de 8 points de pourcentage. Toutefois, il a été constaté que les investisseurs américains sont de plus en plus présents dans la branche « *commerce* » et celle des « *activités financières* » à fin de cette année 2007. Ainsi, la forte présence des investissements américains dans le secteur des « *activités extractives* » explique le poids important de la composante « *autres transactions* » dans le stock d'IDE des Etats-Unis. En revanche, la progression du « *stock du capital* » et des « *bénéfices réinvestis* » va de paire avec l'importance accrue des autres branches comme le « *commerce* » et les « *activités financières* ».

Figure 5 : Répartition du stock d'IDE des Etats-Unis selon les branches (en pourcentage)



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

2.2.2.2. La répartition des flux d'IDE des Etats-Unis

Quant au flux d'IDE des Etats-Unis, celui-ci se situerait à 154,5 milliards d'ariary au cours de l'année 2007, ce qui correspond à une baisse de près de 4 milliards d'ariary par rapport à son niveau de 2006. Mais, avec ce niveau de flux d'IDE, les Etats-Unis se placeraient tout de même en deuxième position parmi les pays investisseurs directs à Madagascar au cours de l'année 2007.

Tableau 19 : Répartition des flux d'IDE des Etats-Unis (en milliards ariary)

Rubrique	2006	2007
Flux d'IDE	158,3	154,5
Apport en capital	-0,4	0,8
Bénéfices réinvestis	6,8	1,9
Autres transactions	151,9	151,8
Dont Emprunts à plus de 1 an	0,0	0,0

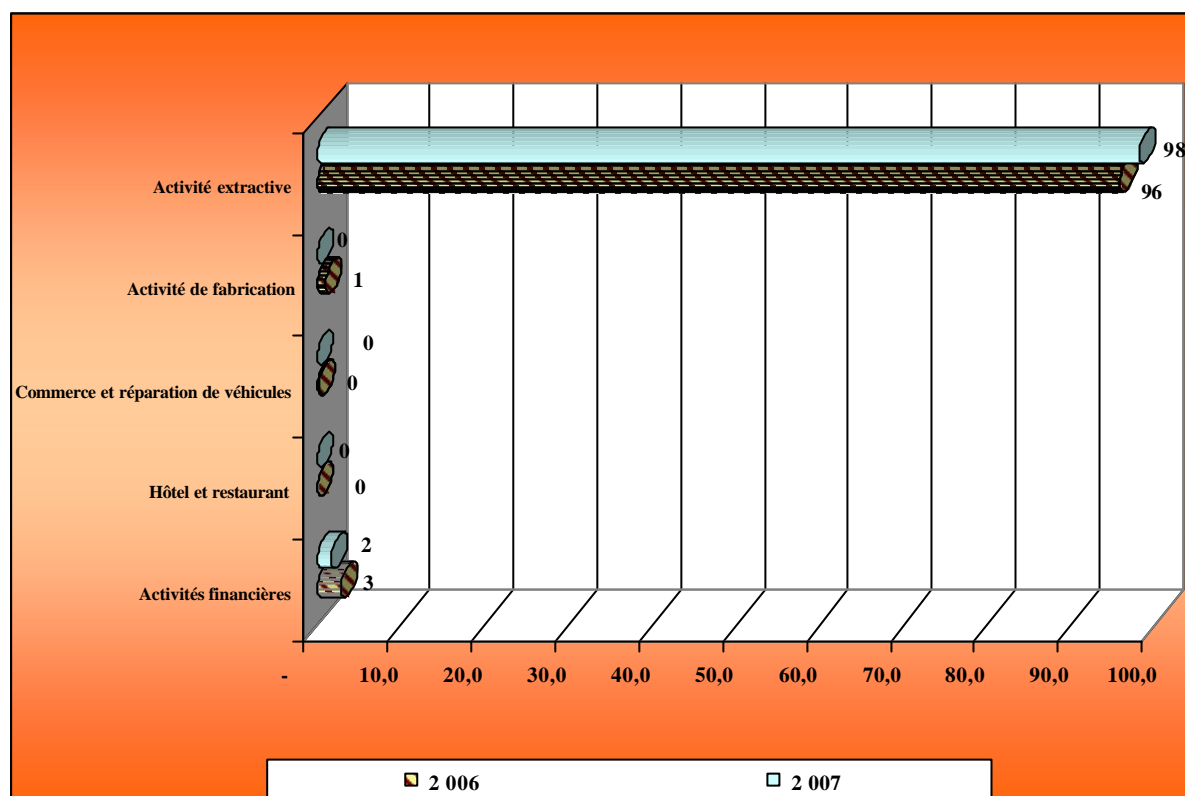
Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

Comme en 2006, le flux d'IDE américain serait constitué en grande partie par la composante « *autres transactions* » au cours de l'année 2007. S'élevant à 151,8 milliards d'ariary, cette composante représenterait 98% du flux d'IDE américain au cours de 2007, contre 95,5% en 2006. Par ailleurs, on constate que le flux d'IDE en tant qu'« *emprunt à long terme* » est nul aussi bien en 2006 qu'en 2007. Le flux d'IDE américain est donc composé principalement d'*éléments non permanents* comme l'« *apport en compte courant* » et les « *crédits à court terme* ».

D'ailleurs, ces constatations sont à relier à la structure de la destination des flux d'IDE américain à Madagascar. Ainsi, l'on observe que 98% du flux d'IDE américain de 2007 seraient destinés à la branche des « *activités extractives* ».

En 2007, les Etats-Unis présentent, en effet, un cas semblable à celui du Canada. Au cours de l'année 2007, ces deux pays ont massivement investi à Madagascar si l'on observe leur flux d'IDE respectif à tel point que ces deux pays occupent pour l'année 2007, les deux premières places parmi les pays qui investissent le plus dans la Grande Ile. Toutefois, les investissements réalisés par ces deux pays sont composés principalement d'*éléments non permanents et à court terme* tels que les « *crédits à court terme* » et les « *apports en compte courant* ». Ces investissements sont aussi principalement destinés à la branche des « *activités extractives* », une branche d'activité qui est caractérisée par des incertitudes et des risques liés généralement à la phase de la prospection.

Figure 6 : Répartition des flux d'IDE des Etats-Unis selon les branches (en pourcentage)



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

2.2.3. Les investissements étrangers provenant de la France

2.2.3.1. Les stocks d'IDE de la France

A fin 2007, le stock d'IDE de la France est estimé à plus de 183,0 milliards d'ariary, contre 180,3 milliards d'ariary à fin 2006. Par rapport à l'année 2006, le stock d'IDE de la France a connu un faible accroissement de 1,5%. Avec ce niveau de stock d'IDE, la France se trouve en deuxième place parmi les pays les plus présents dans le secteur privé malgache, en termes d'IDE, à fin 2007.

Tableau 20 : Stocks d'IDE de la France (en milliards ariary)

Rubrique	2006	2007
IDE	180,3	183,0
Stock de capital social	101,4	105,6
Bénéfices réinvestis	61,8	76,9
Autres transactions	17,1	0,5
<i>Dont Emprunts à plus de 1 an</i>	<i>10,4</i>	<i>0,0</i>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

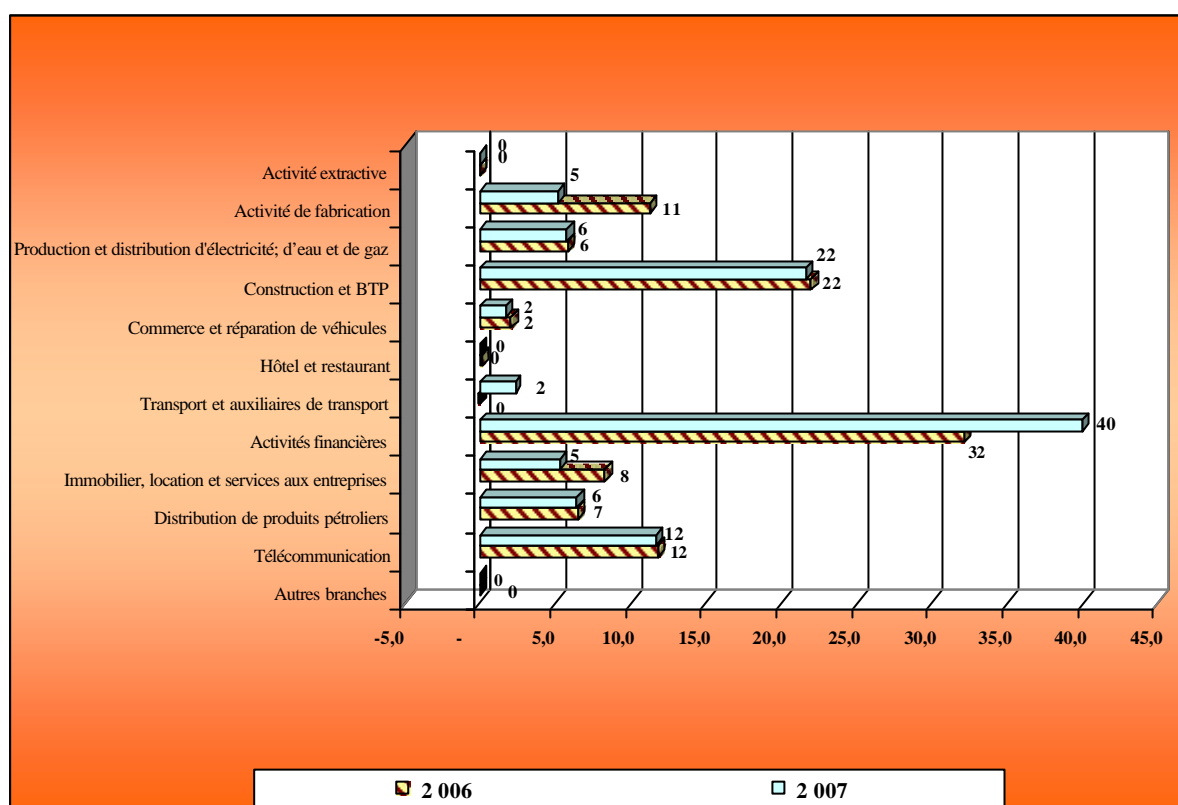
Comme la tendance déjà observée depuis quelques années, la France est caractérisée par la forte prépondérance des stocks de « *capital social* » et des « *autres transactions* » dans son stock d'IDE. Pour cette année 2007, le stock de « *capital social* » resterait l'élément central du stock d'IDE de la France. En effet, le stock de « *capital social* » de la France se situerait à 105,6 milliards d'ariary à fin 2007, soit près de 57,7% de son stock d'IDE. Par contre, on

assiste à une chute du poids des « *autres transactions* » due à l'épuisement des « *emprunts à moyen et long terme* » dans le stock d'IDE de ce pays. La composante « *autres transactions* » serait à peine de 0,5 milliards d'ariary à fin 2007. En revanche, depuis 2006, il a été observé la part grandissante des « *bénéfices réinvestis* » dans le stock d'IDE de la France. A fin 2007, les « *bénéfices réinvestis* » de la France présenteraient 42,0% de son stock total d'IDE avec un montant de 76,9 milliards d'ariary.

De par les caractéristiques du stock d'IDE de la France ainsi que de sa tendance d'évolution, les entreprises françaises restent ancrées de façon permanente dans le secteur privé malgache. Le stock d'IDE de la France est constitué à presque 100% par *des composantes de caractère permanent* tel le « *stock de capital* » et les « *bénéfices réinvestis* ». Toutefois, l'on se demande si la disparition des « *emprunts à long terme* » présente un début de désinvestissement ou tout simplement un effet de conjoncture pour la relation d'IDE entre la France et Madagascar.

La répartition par branche du stock d'IDE français illustre les faits suivants. Depuis l'année 2006, le stock d'IDE de la France s'est reparti sur quatre principales branches d'activités : les « *activités financières* » en première position (32% du stock d'IDE), la « *construction et le BTP* » en deuxième position (22% du stock d'IDE), la « *télécommunication* » en troisième place (12% du stock d'IDE) et les « *activités de fabrication* » en quatrième position (11% du stock d'IDE).

A fin 2007, l'on observe deux tendances. D'un côté, les investisseurs français s'intéresseraient, de plus en plus, au secteur des « *activités financières* » dont la part par rapport au stock total d'IDE français serait de 40%. De l'autre côté, l'on assiste à un *désinvestissement* fait par les entreprises françaises dans la branche des « *activités de fabrication* ». La part de cette branche dans le stock d'IDE français est passée de 11% en 2006 à 5% en 2007. Toutefois, il est également constaté une diminution du stock d'IDE français dans le secteur de l'« *immobilier, location et services aux entreprises* ». Le stock d'IDE des autres branches de prédilection des investisseurs français étant resté inchangé, il semble donc qu'il y a une réorientation des IDE français vers la branche d'« *activités financières* ».

Figure 7 : Répartition du stock d'IDE de la France par branche d'activité (en pourcentage)

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

2.2.3.2. Les flux d'IDE de la France

A l'instar des résultats présentés dans le tableau ci-dessous, la tendance décroissante au cours des dernières années de flux d'IDE de la France se poursuivrait au cours de l'année 2007. Outre l'« *apport en compte courant* », toutes les composantes du flux d'IDE sont en baisse considérable. Mais, il faut préciser que l'« *apport en compte courant* » ne présente qu'une part assez faible du flux d'IDE français, tant en 2006 qu'en 2007. En termes de flux, et selon les prévisions, les « *bénéfices réinvestis* » ainsi que les « *autres transactions* » chuteraient pour l'exercice 2007. Comme il a déjà été mentionné lors de l'analyse du stock d'IDE de la France, l'on assiste à un flux d'« *emprunts à long terme* » français nul pour 2007.

Tableau 21 : Les flux d'IDE de la France (en milliards ariary)

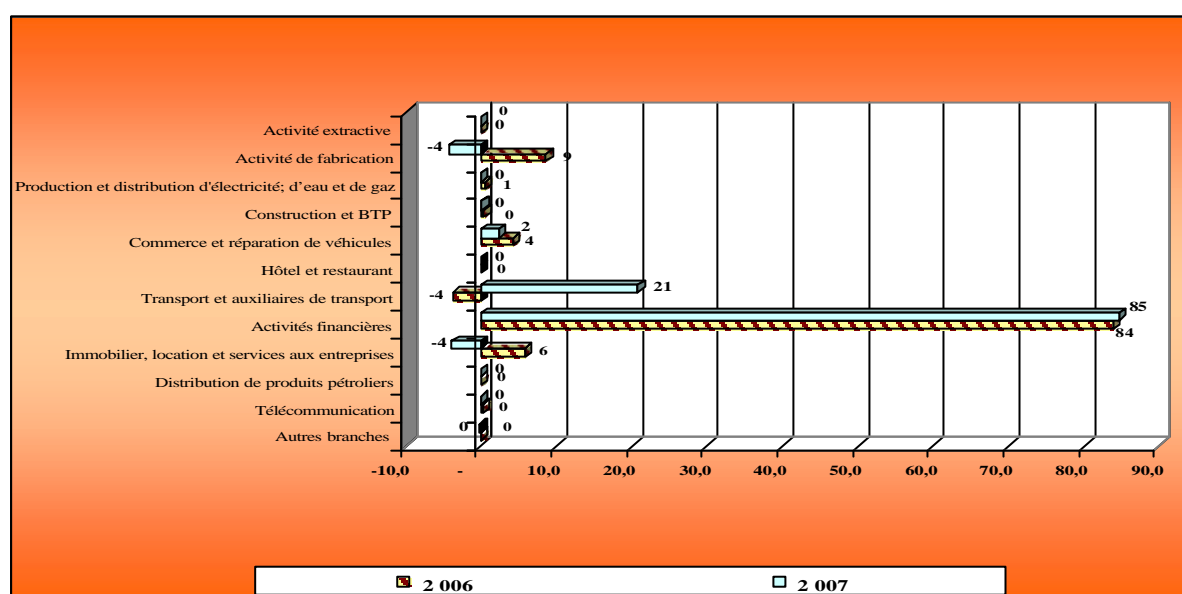
Rubrique	2006	2007
Flux d'IDE	52,7	19,4
<i>Apport en capital</i>	2,8	4,3
<i>Bénéfices réinvestis</i>	41,4	15,0
<i>Autres transactions</i>	8,4	0,2
<i>Dont Emprunts à plus de 1 an</i>	5,6	0,0

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

Avec un flux d'IDE de près de 19,4 milliards d'ariary, la France se situerait en quatrième place des pays investisseurs à Madagascar pour cette année 2007, alors qu'elle occupait la troisième place en 2006. L'analyse de la répartition par branche du flux d'IDE de la France

confirme bien les conclusions issues de l'analyse de la répartition par branche du stock d'IDE de la France. Au cours de cette année 2007, les branches « *activité de fabrication* » et « *Immobilier, location et services aux entreprises* » observeraient des flux d'IDE négatifs, tandis que la branche « *activité financière* » enregistrerait un flux d'IDE équivalent à 85% du flux total d'IDE de la France. Toutefois, il est à noter que la branche « *transport et auxiliaires de transport* » suscite aussi un regain d'intérêt de la part des investisseurs français pour l'année 2007, avec un flux d'IDE à hauteur de 21% du total du flux d'IDE de la France au cours de l'année 2007.

Figure 8 : Répartition du flux d'IDE de la France selon les branches d'activité au cours de l'année 2007 (en pourcentage)



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

2.2.4. Les investissements étrangers provenant de l'Ile Maurice

2.2.4.1. Les stocks d'IDE de l'Ile Maurice

Le stock d'IDE de l'Ile Maurice serait près de 626,2 milliards d'ariary à fin 2007, soit quasiment le même niveau que celui de l'année 2006. Ce niveau de stock d'IDE fait de l'Ile Maurice un des pays le plus présent dans le secteur privé malgache en tant qu'investisseur étranger à fin 2007. Le stock d'IDE de l'Ile Maurice représente, à elle seule, 52,3% de l'ensemble du stock d'IDE pour 2007. La progression considérable de l'Ile Maurice, en termes de volume de stock d'IDE, a commencé depuis 2004 avec un peu de ralentissement en 2005, mais une reprise en 2006 et peut-être un nouveau ralentissement en 2007.

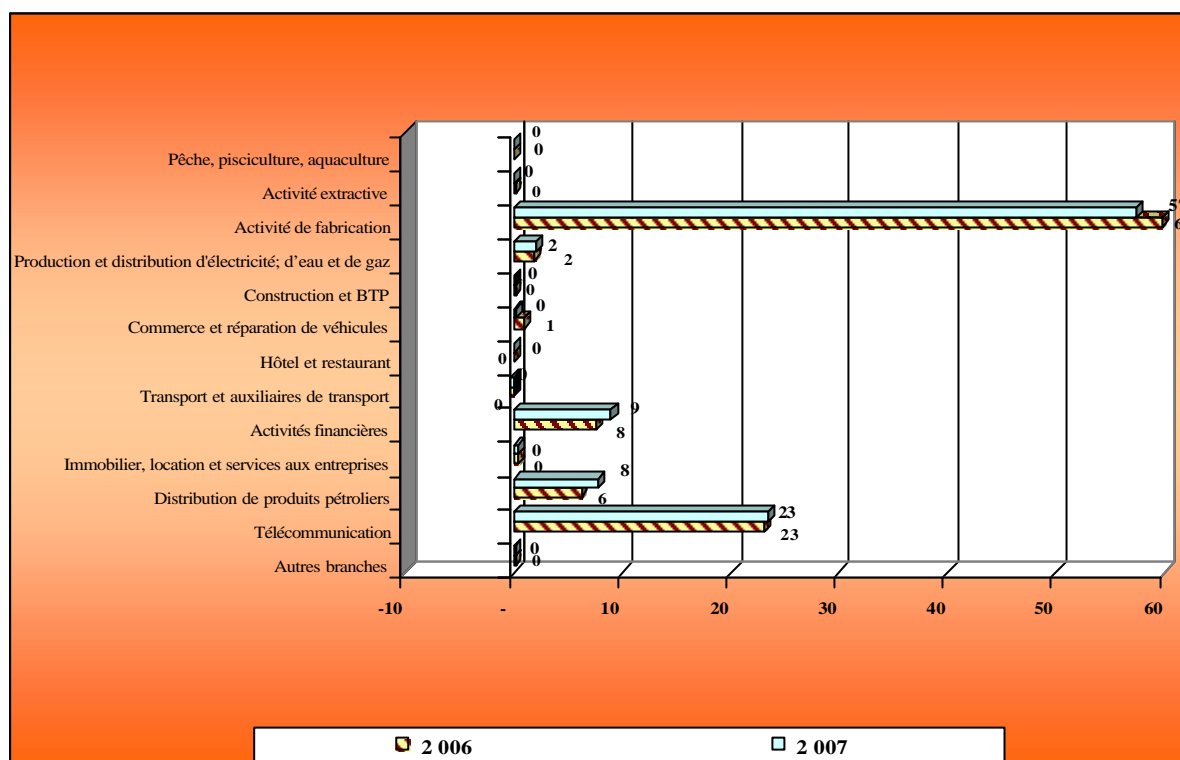
Tableau 22 : Répartition du stock d'IDE de l'Île Maurice (en milliards ariary)

Rubrique	2006	2007
IDE	627,2	626,2
Stock de capital social	559,4	561,7
<i>Bénéfices réinvestis</i>	<i>41,7</i>	<i>64,4</i>
Autres transactions	26,1	0,1
<i>Dont Emprunts à plus de 1 an</i>	<i>11,8</i>	<i>0,0</i>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

En ce qui concerne la structure du stock d'IDE de l'Île Maurice, une nouvelle tendance s'observe à partir de 2006. En effet, si avant fin 2005, ce sont les « *autres transactions* » qui ont pesé dans le stock d'IDE de l'Île Maurice, à partir de fin 2006, la part relative des « *autres transactions* » a été relativement faible (4%) et celle-ci baisse de façon significative vers fin 2007 et se situerait à peine à 0,1 milliards d'ariary, contre 26,1 milliards d'ariary à fin 2006. On constate en fait que la sous composante « *emprunts à long terme* » serait même nul à fin 2007. En revanche, le stock de « *capital social* » est devenu l'élément central du stock d'IDE de l'Île Maurice à partir de fin 2006. Le stock de « *capital social* » a représenté près de 89,2% du stock d'IDE de l'Île Maurice à fin 2006 et en représenterait 89,7% à fin 2007. Il attendrait 561,7 milliards d'ariary à fin 2007, mais un montant qui n'aurait presque pas changé si on le compare à celui de fin 2006. Par ailleurs, le montant des « *bénéfices réinvestis* » dans le stock d'IDE de l'Île Maurice n'a cessé d'augmenter depuis 2004. Les « *bénéfices réinvestis* » seraient de 64,4 milliards d'ariary et représenteraient plus de 10% du stock total d'IDE de l'Île Maurice à fin 2007. Les investisseurs mauriciens sont donc, de plus en plus, encrés de façon permanente dans le secteur privé malgache en augmentant la part du « *capital social* » et des « *bénéfices réinvestis* » dans leur stock d'IDE.

En ce qui concerne la répartition du stock d'IDE de l'Île Maurice par branche, aucun changement majeur ne serait observé entre fin 2006 et fin 2007. Comme en 2006, le stock d'IDE mauricien se répartirait en quatre principales branches, dont premièrement la branche des « *activités de fabrication* » (57% du stock d'IDE), deuxièmement la branche de la « *télécommunication* » (23% du stock d'IDE), troisièmement la branche des « *activités financières* » (9%) et enfin la branche de la « *distribution de produits pétroliers* » (8%). Les investisseurs mauriciens sont donc plus attirés vers la branche des « *activités de fabrication* ». Il s'agit, en fait, des entreprises bénéficiant du régime de Zone Franche.

Figure 9 : Répartition du stock d'IDE de l'Ile Maurice selon les branches (en pourcentage)

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

2.2.4.2. Les flux d'IDE de l'Île Maurice

Les flux d'IDE de l'Île Maurice sont évalués à 30,1 milliards d'ariary au cours de l'année 2007, ce qui reflète une baisse de 37,5% par rapport à celui de l'année 2006.

Tableau 23 : Les flux d'IDE de l'Île Maurice (en milliards ariary)

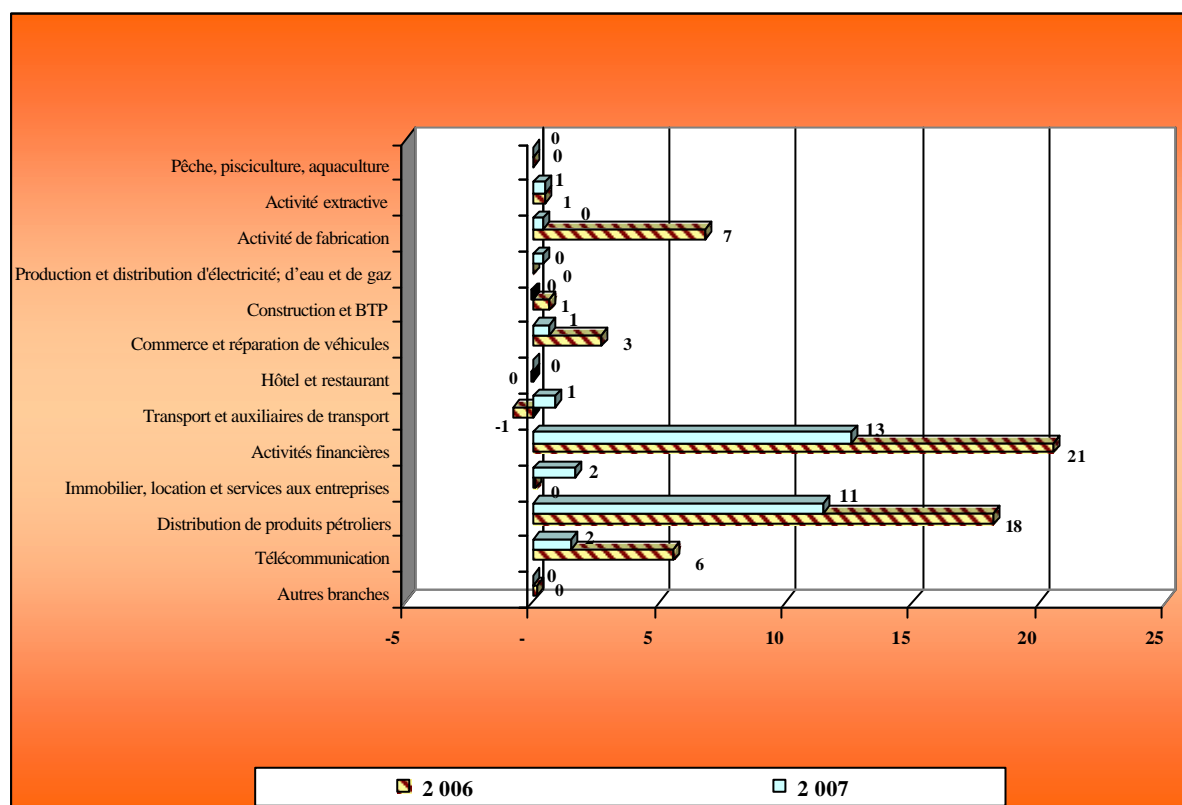
Rubrique	2006	2007
Flux d'IDE	48,0	30,1
<i>Apport en capital</i>	<i>19,0</i>	<i>2,3</i>
<i>Bénéfices réinvestis</i>	<i>21,8</i>	<i>22,6</i>
<i>Autres transactions</i>	<i>7,2</i>	<i>5,2</i>
<i>Dont Emprunts à plus de 1 an</i>	<i>2,8</i>	<i>4,3</i>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

Cette baisse de flux d'IDE de l'Ile Maurice a fait reculer l'Ile à la troisième place des principaux pays investisseurs directs à Madagascar au cours de l'année 2007, même s'il reste le pays le plus représenté dans le secteur privé malgache à la fin de cette même année. La baisse du flux d'IDE mauricien est due surtout à la chute des apports en capital entre 2006 et 2007. Les apports en capital sont passés de 19,0 milliards d'ariary en 2006 à seulement 2,3 milliards d'ariary au cours de 2007, soit une baisse de 87,9%. C'est cette baisse notable des apports en capital qui est à l'origine du ralentissement de l'évolution du stock d'IDE de l'Ile Maurice en 2007. L'année 2007 semble être plus marquée par l'arrêt des nouveaux investissements que de création de nouvelles unités de production.

Par branche, il ressort qu'au cours de l'année 2007, deux branches ont particulièrement attiré les flux d'IDE de l'Île Maurice. Il s'agit de la branche « activités financières » (13 milliards d'ariary), et la branche « distribution des produits pétroliers » (11 milliards d'ariary). Mais par rapport à l'année 2006, les flux d'IDE reçus par ces secteurs sont en baisse. Cette baisse est flagrante pour la branche « *activité de fabrication* » pour laquelle le flux d'IDE mauricien est passé de 7 milliards d'ariary en 2006 à seulement un peu moins de 1 milliards d'ariary au cours de 2007. Il en est de même pour la branche « *télécommunication* » pour laquelle ce flux est passé de 6 milliards en 2006 à 2 milliards en 2007.

Figure 10 : Répartition du flux d'IDE de l'Île Maurice selon les branches d'activité (en milliards ariary)



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

Chapitre III : La production Industrielle des entreprises à capitaux étrangers

Le présent chapitre traite essentiellement du volet industriel des entreprises à capitaux étrangers à Madagascar. Les résultats serviront de base pour la construction d'une série d'Indices de Production Industrielle (IPI), indicateurs sans dimension qui permettront de suivre l'évolution conjoncturelle de la production en volume des industries à capitaux étrangers. L'analyse de la structure du secteur industriel par division (Code CITI révision 3) au cours de l'année 2006 fera l'objet d'une première partie ; une seconde partie portera sur une analyse suivant la nomenclature de synthèse.

3.1. La structure du secteur industriel par division

3.1.1. La répartition des entreprises

Les entreprises industrielles à capitaux étrangers donnant lieu aux présents résultats sont au nombre de 45 dont 8 entreprises affiliées, 32 filiales et 5 succursales.

Tableau 24 : Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE en 2006

CITI Rev.3	Libellés	Ensemble	Entreprise		
			Affiliée	Filiale	Succursale
13	Extraction des minerais métallique-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
14	Autres activités extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	10,6%	22,2%	9,1%	0,0%
16	Fabrication de produits à base de tabac	4,3%	11,1%	3,0%	0,0%
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	53,2%	11,1%	60,6%	80,0%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	2,1%	0,0%	3,0%	0,0%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	2,1%	11,1%	0,0%	0,0%
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	2,1%	11,1%	0,0%	0,0%
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	6,4%	0,0%	6,1%	20,0%
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	4,3%	11,1%	3,0%	0,0%
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,1%	0,0%	3,0%	0,0%
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
29	Autres machines et matériels	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
31	Fabrication de machines et Appareils électriques nca	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	12,8%	22,2%	12,1%	0,0%
	Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

D'une manière générale, ces entreprises sont plutôt tournées vers la « *Fabrication de textiles et d'articles d'habillement* ». Cette division regroupe à elle seule 53,2% des entreprises industrielles à capitaux étrangers à Madagascar.

Selon le type de l'entreprise, il est constaté que presque le quart des entreprises affiliées est concentré dans la division « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* » (22,2%). On retrouve la même proportion dans la division « *Fabrication de meubles et autres activités de fabrication* » pour ces mêmes types d'entreprises. En ce qui concerne la répartition des filiales, presque trois entreprises sur cinq œuvrent dans la « *Fabrication de textiles et d'articles d'habillement* » et une entreprise sur huit dans la « *Fabrication de meubles et autres activités de fabrication* ». Quant aux succursales à Madagascar, une grande majorité (80,0%) est spécialisée également dans la « *Fabrication de textiles et d'articles d'habillement* ».

Ainsi dans l'ensemble, les trois principales divisions autour desquelles sont axées les activités des entreprises industrielles à capitaux étrangers à Madagascar à la fin de l'année 2006 sont les suivantes : (i) « *Fabrication de textiles et d'articles d'habillements* » (53,2%) ; (ii) « *Fabrication de meubles et autres activités de fabrication* » (12,8%) ; (iii) « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* » (10,6%).

3.1.2. Le volume de la production industrielle

A la fin de l'année 2006, le volume de la production industrielle des entreprises à capitaux étrangers est estimé à 288,3 milliards d'ariary.

Tableau 25 : Volume de la production industrielle des entreprises IDE en 2006 (en milliards ariary)

Type d'Entreprise IDE	Ensemble	Ensemble (En %)
Entreprise affiliée	14,8	5,1%
Filiale	256,5	89,0%
Succursale	17,0	5,9%
Ensemble	288,3	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

Les filiales ont un poids considérable si l'on tient compte de leur apport dans le volume total de la production industrielle des entreprises à capitaux étrangers à Madagascar. En effet, leur seule contribution atteint les 89,0%, contre 5,9% pour les succursales et 5,1% pour les entreprises affiliées.

La répartition du volume de la production par division donne lieu à une structure dominée par la division « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* » (44,1%), la division « *Fabrication de textiles et d'articles d'habillement* » (29,1%) et la division « *Fabrication de produits à base de tabac* » (21,3%). Ces trois divisions totalisent 94,5% du volume de la production industrielle des entreprises à capitaux étrangers, proportion reflétant un sous-secteur encore peu diversifié.

Tableau 26 : Répartition du volume de la production industrielle par division et par type d'entreprise IDE en 2006 (En pourcentage)

CITI Rev.3	Libellés	Ensemble	Entreprise		
			Affiliée	Filiale	Succursale
13	Extraction des minerais métallique-	0%	0,0%	0,0%	0,0%
14	Autres activités extractives	0%	0,0%	0,0%	0,0%
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	44,1%	7,3%	49,1%	0,0%
16	Fabrication de produits à base de tabac	21,3%	58,5%	20,6%	0,0%
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	29,1%	25,3%	24,8%	98,1%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	0,2%	0,0%	0,2%	0,0%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,1%	1,5%	0,0%	0,0%
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0%	0,0%	0,0%	0,0%
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,1%	1,1%	0,0%	0,0%
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	3,8%	0,0%	4,1%	1,9%
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,5%	4,3%	0,4%	0,0%
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
29	Autres machines et matériels	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
31	Fabrication de machines et Appareils électriques nca	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	0,8%	2,0%	0,8%	0,0%
Ensemble		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

La structure du volume de la production industrielle diffère suivant l'apport de l'investisseur non résident dans le capital de l'entreprise. Ainsi, pour les entreprises affiliées, la division « *Fabrication de produits à base de tabac* » représente un volume de production industrielle de 58,5%, ensuite la division « *Fabrication de textiles et d'articles d'habillement* », de l'ordre de 25,3% et la division « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* », de l'ordre de 7,3%. Pour les filiales, le volume de la production industrielle est représenté par la division « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* » à 49,1%, à 24,8% par la division « *Fabrication de textiles et d'articles d'habillement* » et à 20,6% par la division « *Fabrication de produits à base de tabac* ». Quant aux succursales, presque le volume total de la

production industrielle est représenté par la division « *Fabrication de textiles et d'articles d'habillement* ».

Il est à constater que, quel que soit le type des entreprises à capitaux étrangers, la structure de la répartition des entreprises industrielles par division ne reflète pas la structure de la répartition du volume de leurs productions industrielles. En effet, si, dans l'ensemble, la division « *Fabrication de textiles et d'articles d'habillement* » regroupe 53,2% des entreprises à capitaux étrangers, la division « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* » est celle qui représente le plus le volume de la production industrielle, de l'ordre de 44,1%.

3.1.3. La performance des entreprises industrielles à capitaux étrangers

Le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et le taux de valeur ajoutée sont des variables clés parmi tant d'autres pour mesurer la performance et le poids de chaque type d'entreprise à capitaux étrangers et de chaque division dans l'ensemble du tissu industriel formé par ces entreprises. Dans l'ensemble, le montant des chiffres d'affaires réalisés pendant l'exercice comptable 2006 s'élèvent à près de 293,1 milliards d'ariary. Avec un niveau de valeur ajoutée de l'ordre de 54,6 milliards d'ariary, soit un taux moyen de valeur ajoutée de 18,6%.

Tableau 27 : Chiffres d'affaires et valeur ajoutée des entreprises industrielles en 2006
(Unité : Milliards ariary)

Type d'Entreprise IDE	Chiffres d'Affaires	Valeur Ajoutée	Taux de Valeur Ajoutée
Entreprise affiliée	13,0	4,3	33,1%
Filiale	263,1	43,9	16,7%
Succursale	17,0	6,4	37,6%
Ensemble	293,1	54,6	18,6%

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

Il est à rappeler que la valeur ajoutée est un indicateur de performance dans la mesure où elle est le résultat de la capacité des entreprises à créer de la richesse. Aussi, est-elle à la base de la formation du produit intérieur brut. Dans le cas des entreprises industrielles à capitaux étrangers, les filiales sont celles qui contribuent au plus à cette création de richesse, avec un apport de 43,9 milliards d'ariary, soit 16,7% du CA. Toutefois, par rapport aux chiffres d'affaires qu'elles ont générés, ce niveau reste relativement bas si l'on compare aux succursales qui ont dégagé une valeur ajoutée de l'ordre de 37,6% avec seulement 17,0 milliards d'ariary de chiffres d'affaires. D'ailleurs, ces types d'entreprises industrielles à capitaux étrangers figurent parmi les plus performantes en termes de taux de valeur ajoutée créée.

Une ventilation par division donne une image plus fine de la structure des chiffres d'affaires et de la valeur ajoutée créée par les entreprises industrielles ici concernées.

Tableau 28: Répartition des chiffres d'affaires et de la valeur ajoutée par division en 2006 ((En %)

<i>CITI Rev.3</i>	<i>Libellés</i>	<i>Chiffres d'affaires</i>	<i>Valeur ajoutée</i>	<i>Taux de valeur ajoutée</i>
13	Extraction des minerais métallique-	0,0	0,0	0,0
14	Autres activités extractives	0,0	0,0	0,0
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	43,7	9,9	4,2
16	Fabrication de produits à base de tabac	20,4	33,5	30,6
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	2,7	6,0	41,5
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	24,8	40,7	30,5
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,2	0,3	30,1
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,0	0,0	0,0
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,1	0,0	0,0
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0	0,0	0,0
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	6,5	7,7	22,1
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,5	0,6	21,4
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,3	0,5	30,1
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	0,0	0,0	0,0
29	Autres machines et matériels	0,0	0,0	0,0
31	Fabrication de machines et Appareils électriques nca	0,0	0,0	0,0
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	0,7	0,7	18,3
Ensemble		100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

Il en ressort de la répartition ci-dessus que 43,7% des chiffres d'affaires réalisés par les entreprises à capitaux étrangers sont issus de la division « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* », soit un montant de 138,6 milliards d'ariary. Le poids de cette division est toutefois de 9,9% en termes de valeur ajoutée, poids relativement bas par rapport à la division « *Industrie des cuirs et chaussures* ». Cette dernière, dont les chiffres d'affaires représentent 24,8% de l'ensemble, contribue à hauteur de 40,7% dans la création de valeur ajoutée devant les divisions « *Fabrication de produits à base de tabac* » (33,5%) et « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* » (9,9%). D'ailleurs, elle s'affiche parmi les trois divisions où on retrouve un taux de valeur ajoutée le plus élevé. Il est à noter que quelques divisions ont un taux de valeur ajoutée assez élevé par rapport à la moyenne. Ce sont les divisions « *Fabrication de textiles et d'articles d'habillement* » (41,5%), « *Fabrication de produits à base de tabac* » (30,6%), « *Industrie des cuirs et chaussures* » (30,5%), « *Industrie de bois* » (30,1%) et « *Fabrication de produits minéraux non métalliques* » (30,1%).

3.2. La structure du secteur industriel suivant la nomenclature de synthèse

3.2.1. La valeur de la production industrielle

En 2006, la valeur de la production industrielle des entreprises à capitaux étrangers s'est élevée à près de 288,3 milliards d'ariary. La structure du secteur industriel suivant la nomenclature de synthèse met en exergue les « *Produits d'industries agricoles et alimentaires* », représentant 65,3% de l'ensemble de la production. Les « *Biens de consommation* » englobent aussi une proportion non négligeable : 26,4% ; les « *Biens intermédiaires* » représentent 8,3%.

Tableau 29 : Répartition du volume de la production industrielle par type d'entreprise, selon la nomenclature de synthèse en 2006

Code	Nomenclature de synthèse	Ensemble	Entreprise		
			Affiliée	Filiale	Succursale
	Volume de la production en milliards d'ariary	288,3	14,8	256,5	17,0
EB	Produits d'industries agricoles et alimentaires	65,3%	65,7%	69,6%	0,0%
EC	Biens de consommation	26,4%	28,5%	22,1%	89,6%
C1	Habillement, cuir	25,6%	25,4%	21,3%	89,4%
C2	Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	0,1%	1,1%	0,0%	0,0%
C3	Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%
C4	Equipements du foyer	0,8%	2,0%	0,8%	0,0%
EE	Biens d'équipement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
EF	Biens intermédiaires	8,3%	5,8%	8,3%	10,4%
F1	Produits minéraux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
F2	Produits d'industries textiles	3,9%	0,0%	3,8%	8,7%
F3	Produits en bois, papier ou carton	0,1%	1,5%	0,0%	0,0%
F4	Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	4,3%	4,3%	4,5%	1,7%
F5	Métaux et produits métalliques	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

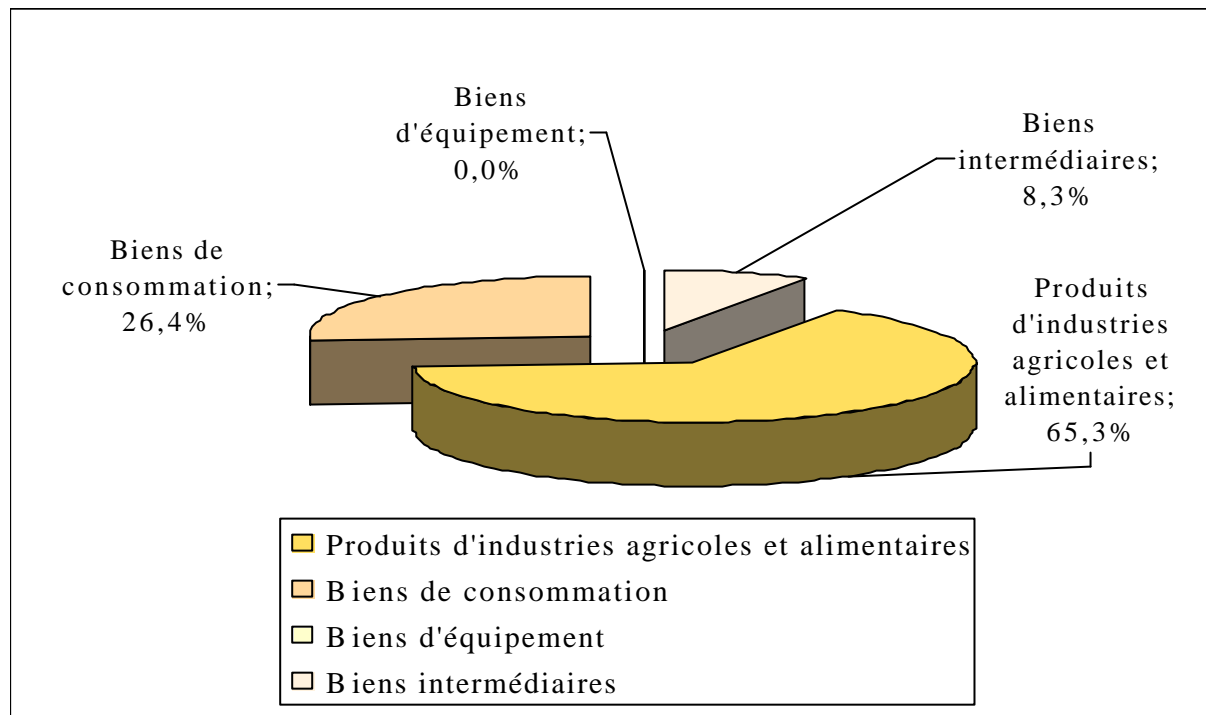
Il est à noter que les « *Biens de consommation* » regroupent : (i) « *l'habillement, cuir* », (ii) les « *Produits de l'édition, imprimés ou reproduits* », (iii) les « *Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien* », et (iv) les « *Equipements du foyer* ». Pour ce type de biens, son importance relève du volume des produits de « *l'habillement, cuir* » et cela quelque soit le type de l'entreprise.

Les « *Biens intermédiaires* » sont caractérisés par la dominance des « *Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique* » et des « *Produits d'industries textiles* ». Respectivement, ils représentent 4,3% et 3,9% de l'ensemble de la production.

La considération du type d'entreprise à capitaux étrangers montre une autre structure de la production industrielle. En effet, les succursales font exception à la structure générale dans la mesure où une grande part de leur production (89,6%) est constituée de « *Biens de consommations* », et en particulier, des produits de « *l'Habillement, cuir* ». Le reste est

constitué de « *Biens intermédiaires* », essentiellement de « *Produits d'industries textiles* » à hauteur de 8,7%.

Figure 11 : Structure du volume de la production industrielle selon la nomenclature de synthèse en 2006



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

3.2.2. La performance des entreprises industrielles à capitaux étrangers

Les entreprises industrielles à capitaux étrangers ont réalisé un chiffre d'affaires total de 293,1 milliards d'ariary. La classification de ces entreprises par les types de biens qu'elles produisent fait ressortir que 60,7% des chiffres d'affaires réalisés proviennent de celles qui sont spécialisées dans les « *Produits d'industries agricoles et alimentaires* ».

Tableau 30: Répartition des chiffres d'affaires et de la valeur ajoutée suivant la nomenclature de synthèse en 2006 (En pourcentage)

Code	Nomenclature de synthèse	Chiffres d'affaires	Valeur ajoutée	Taux de valeur ajoutée
	Valeur en milliards d'ariary	293,1	54,6	18,6%
EB	Produits d'industries agricoles et alimentaires	60,7%	43,4%	12,3%
EC	Biens de consommation	25,8%	41,9%	27,9%
C1	Habillement, cuir	24,8%	41,0%	28,4%
C2	Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	0,1%	0,0%	0,0%
C3	Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	0,2%	0,1%	10,1%
C4	Equipements du foyer	0,7%	0,7%	17,4%
EE	Biens d'équipement	0,0%	0,0%	0,0%
EF	Biens intermédiaires	13,6%	14,7%	18,6%
F1	Produits minéraux	0,3%	0,5%	30,1%
F2	Produits d'industries textiles	2,4%	6,0%	43,7%
F3	Produits en bois, papier ou carton	0,0%	0,0%	0,0%
F4	Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	10,9%	8,2%	12,8%
F5	Métaux et produits métalliques	0,0%	0,0%	0,0%
	Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%

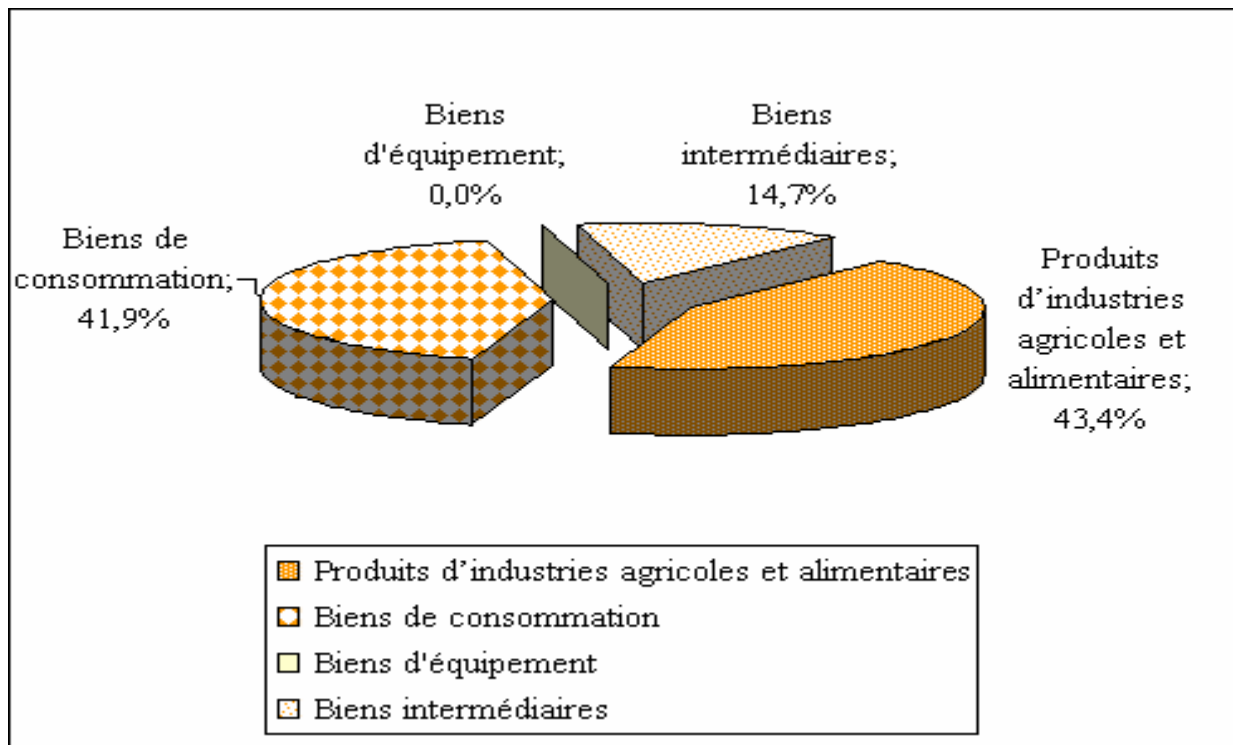
Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

La répartition de la valeur ajoutée est significativement différente de celle des chiffres d'affaires. Cela résulte principalement de la structure et de la spécification des coûts de production, notamment du coût des matières premières, de chaque type d'entreprise. Suivant la nomenclature de synthèse, la valeur ajoutée est formée à hauteur de 43,4% par les entreprises spécialisées dans les « *Produits d'industries agricoles et alimentaires* », à hauteur de 41,9% par les entreprises productrices de « *Biens de consommation* » et à hauteur de 14,7% par les entreprises productrices de « *Biens intermédiaires* ».

Si l'on s'en tient à la valeur du taux de valeur ajoutée, on constate que les entreprises de production de « *Biens de consommation* » génèrent le plus de richesses par rapport à leurs chiffres d'affaires. En effet, avec un chiffre d'affaires qui représente 25,8% du total, leur apport dans la formation de la valeur ajoutée est de 41,9%, contre seulement 43,4% pour les entreprises de production de « *Produits d'industries agricoles et alimentaires* » pour un chiffre d'affaires représentant 60,7% de l'ensemble. Sous un autre angle, il est à noter que le coût élevé des matières premières des entreprises de production de « *Produits d'industries* »

agricoles et alimentaires » est un facteur limitant la contribution de ces dernières dans la création de richesse.

Figure 12 : Structure de la valeur ajoutée selon la nomenclature de synthèse en 2006



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2007

Annexe 1 : Méthodologie d'enquête

I. Objectifs de l'enquête

L'objectif général vise à doter l'économie malgache de statistiques fiables et à jour sur les investissements étrangers. L'objectif spécifique du système d'enquête permanente est de mesurer le niveau des investissements étrangers au sein des entreprises résidentes à Madagascar provenant d'agents économiques non-résidents.

Ainsi, ces statistiques mesurent :

- Le stock des avoirs et engagements financiers étrangers,
- Le flux d'investissement résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau de ces avoirs et engagements,
- Le stock des capitaux détenus par des non-résidents et le flux net d'investissement, résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau des avoirs et engagements.

II. Concepts et définitions

L'investissement international est composé de l'investissement direct étranger (IDE), de l'investissement de portefeuille (IPF) et des autres investissements.

- DEFINITION DE L'INVESTISSEMENT DIRECT AVEC L'ETRANGER

L'ensemble des ressources (apports au capital social ou bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est-à-dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

- DEFINITION DE LA RELATION D'INVESTISSEMENT DIRECT AVEC L'ETRANGER

Tout lien direct ou indirect entre un résident de Madagascar et une entreprise établie sur un territoire étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur du territoire du Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident - l'investisseur direct - d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée - l'entreprise d'investissement direct - et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une présomption de l'existence d'une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.

INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER (IDE)

L'IDE désigne « les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte » (FMI)¹.

Ainsi, les capitaux d'IDE sont composés de

- i) Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou
- ii) Capitaux reçus de cette entreprise par l'investisseur.

Pour l'économie (Madagascar) où l'investissement est effectué, ces capitaux comprennent les apports de fonds directs de l'investisseur direct et ceux qui proviennent d'autres entreprises apparentées au même investisseur direct.

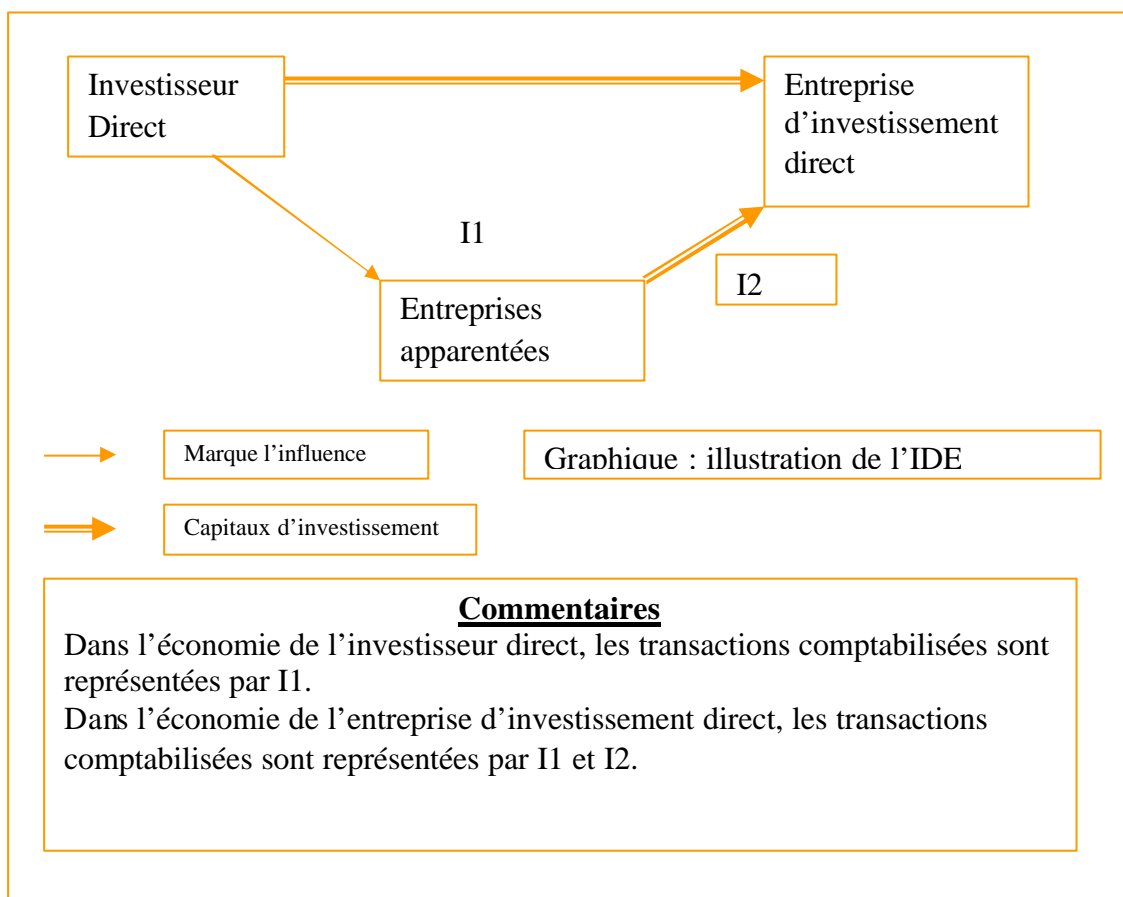
Pour l'économie de l'investisseur direct, ces capitaux comprennent uniquement les fonds fournis par l'investisseur résident ; ils ne comprennent pas les fonds reçus d'autres sources grâce à l'intervention de l'investisseur direct ou dont ce dernier garantit le remboursement (par exemple les prêts accordés par des tiers à une entreprise d'investissement direct constituée en société).

L'IDE désigne l'ensemble des ressources (apports au capital social ou bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est à dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

¹ Fonds Monétaire International : Manuel de la Balance des Paiements – Cinquième édition 1993

La relation d'investissement direct avec l'étranger désigne tout lien direct entre un résident de Madagascar et une entreprise établie à l'étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident investisseur direct, d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée (entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.



Les transactions des capitaux d'investissement direct se décomposent-en :

- i) **Capital social** : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,
- ii) **Bénéfices réinvestis** : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,

iii) Autres transactions d'investissement direct : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe), couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits-fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

Entreprise d'investissement direct

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct qui est résident hors de Madagascar **détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote** (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte).

Les entreprises d'investissement direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que :

- i. Filiales** : un investisseur non résident détient plus de 50% du capital ;
- ii. Entreprises affiliées** : un investisseur détient au maximum 50% du capital ;
- iii. Succursales**, filiales à 100% ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

Investisseur direct

L'investisseur direct peut être une personne physique, une entreprise publique ou privée dotée ou non d'une personnalité morale distincte, un groupe de personnes physiques ou d'entreprises qui sont associées, un gouvernement ou un organisme officiel, une succession, un trust ou une autre structure analogue, qui possède une entreprise d'investissement direct dans une économie (Madagascar) autre que celle dont l'investisseur direct est résident. Les membres d'un groupe d'associés constitué par des personnes physiques ou des entreprises sont réputés, du fait que leur part globale du capital est égale à 10% ou plus, avoir sur la gestion de l'entreprise une influence analogue à celle d'un particulier ayant une participation du même ordre de grandeur.

Entreprises apparentées

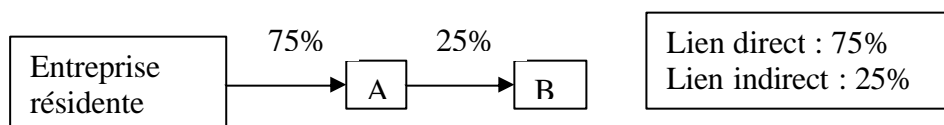
Il s'agit d'entreprises qui appartiennent à une même mère ou encore qui sont membres d'un même groupe multinational sans avoir nécessairement de liens de participation directs ou indirects entre elles.

Liens directs et indirects

On parle de lien direct lorsqu'un investisseur direct étranger détient directement une entreprise d'investissement direct.

On parle de lien indirect lorsqu'un investisseur direct étranger détient une filiale/société affiliée qui elle-même détient directement ou indirectement une entreprise d'investissement direct.

Exemple :



INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE (IPF)

Les IPF comprennent, outre les titres de participation et les titres d'emprunt sous forme d'obligations et autres titres d'emprunt, les instruments du marché monétaire, ainsi que les produits financiers dérivés tels que les options. En sont exclus tous les instruments précités qui figurent aux rubriques investissements directs et avoirs de réserve.

Les principaux éléments des IPF, dans les avoirs comme dans les engagements, sont les titres de participation et les titres de créance, qui sont les uns et les autres négociés (ou négociables) sur des marchés financiers organisés et sur d'autres marchés de capitaux.

Les titres de participation sont tous les instruments et documents reconnaissant à leur porteur des droits sur la valeur résiduelle des actifs des entreprises constituées en sociétés, après règlement de tous les créanciers, en cas de liquidation de la société.

Les titres de créance comprennent i) les obligations, les autres titres d'endettement,..., ii) les instruments émis sur le marché monétaire ou les titres de créance négociables et iii) les produits financiers dérivés ou instruments secondaires, tels que les options, qui normalement

n'atteignent pas le stade de la livraison effective et sont utilisés à des fins multiples : couverture des risques, placement ou commerce.

AUTRES INVESTISSEMENTS

Il s'agit des opérations sur actifs et passifs financiers d'une économie qui ne figurent ni dans la rubrique « *Investissement directs* » ni dans celle « *Investissement de portefeuille* ».

Les autres investissements sont répertoriés d'abord par instrument et ensuite par secteur. Pour cette enquête, il s'agit d'une évaluation des autres investissements faits par les secteurs autres que banques. Ces autres investissements concernent donc :

- i) Les crédits commerciaux entre entreprises résidentes et non résidentes : recouvrent les créances et engagements créés du fait du crédit accordé directement par les fournisseurs et par les acheteurs pour les transactions portant sur des biens et services ;
- ii) Les prêts et emprunts entre entreprises résidentes et non résidentes : comprennent les avoirs financiers créés par l'action d'un créancier (le prêteur) qui prête directement des ressources à un débiteur (l'emprunteur) ;
- iii) Les placements auprès des établissements financiers non résidents ;
- iv) Les autres avoirs et autres engagements : couvrent tous les éléments autres que les prêts, les crédits commerciaux et les placements. Par exemple les souscriptions au capital des organisations internationales non monétaires figurent sous cette rubrique, tout comme divers produits à recevoir et charges à payer.

STOCKS ET FLUX D'INVESTISSEMENT

Le stock d'investissement est la situation ou le montant des investissements faits par une unité de production à une date donnée T.

Le flux d'investissement est les mouvements, les modifications de la valeur des investissements faits par une unité de production durant une période donnée (t_0 et t_1).

III. Couverture de l'enquête

L'enquête porte globalement sur chaque relation d'investissement direct liant une entreprise d'investissement direct et un non-résident.

Elle consiste à collecter les données des différentes composantes constitutives des investissements étrangers.

Elle permet également la collecte des informations complémentaires relatives à l'activité, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'effectif du personnel, de manière à mieux circonscrire le « *comportement* » de l'entreprise d'investissement direct.

IV. Champ de l'enquête

Le champ de l'enquête est défini principalement par la prise de participation des étrangers au niveau du capital social des entreprises. Toutes les entreprises organisées sont retenues dans le champ de cette enquête.

Ensuite, un traitement a posteriori de la phase de collecte a été effectué pour identifier les entreprises ayant répondu aux critères d'éligibilité d'entreprise d'investissement étranger.

Ainsi, cette enquête concerne les grandes entreprises formelles, c'est-à-dire celles qui ont des numéros statistique et d'identification fiscale (NIF) à Madagascar. Elle porte sur toutes les entreprises éligibles de tous les secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) et couvre les 14 branches d'activités suivantes :

- Agriculture, chasse et sylviculture,
- Pêche,
- Industries extractives,
- Activités de fabrication,
- Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz,
- Construction,
- Commerce,
- Hôtels et restaurants,
- Transports, entreposage,
- Intermediation financière,
- Immobilier, location et activités de service aux entreprises,
- Distribution de produits pétroliers,
- Télécommunication,
- Autres Branches.

N.B. : La collecte des données sur les institutions financières (notamment les banques primaires) portant sur le stock de capital social et les bénéfices réinvestis a été effectuée par la Banque Centrale. En ce qui concerne les entreprises qui ont refusé de répondre aux questionnaires, l'INSTAT a utilisé certaines données issues du fichier du Répertoire National des Etablissements et celles des comptes nationaux. La compilation et le traitement des informations ont été réalisés par l'INSTAT.

V. Unité Statistique

L'unité statistique considérée par l'enquête est l'« *Entreprise* », et non les établissements pour les raisons suivantes : i) la comptabilité des établissements est consolidée au niveau des entreprises ; ii) les décisions d'investissement sont prises au niveau de l'entreprise ; iii) et donc les réponses aux questions relèvent de la compétence des chefs d'entreprise.

VI. Couverture Géographique

L'enquête s'adresse à toutes les entreprises éligibles sur l'ensemble du pays afin d'assurer une meilleure évaluation des IDE et des IPF au niveau national.

Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle

Variables de calcul

t : désigne la période courante de calcul de l'indice. $t = 0$ la période de référence des données annuelles collectées lors de l'enquête de base,
 e : désigne une entreprise,
 c : désigne un poste de la nomenclature CITI4 à 4 positions (activité)
 b : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)
 a : désigne un article
 Q : désigne les quantités produites
 P : le prix unitaire
 $V=QP$: la valeur des quantités vendues
 Tx_e : représente le taux d'extrapolation de l'entreprise e représentant son poids dans le niveau c
 (et éventuellement corrigé manuellement pour tenir compte des défauts de l'échantillonnage).

Données initialement requises

$P_{0,b,c,a,e}$: prix d'un article a du niveau c CITI4 pratiqué par l'entreprise e à l'année de base 0
 $Q_{0,b,c,a,e}$: quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e à l'année de base 0
 $V_{0,b,c,a,e}$: valeur d'un article a du niveau c CITI4 produite dans l'entreprise e à l'année de base 0
 $Q_{t,b,c,a,e}$: quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e durant la période courante t
 $\omega_{0,b,c} = V_{0,b,c} / \Sigma(V_{0,b,c})$ pondération des indices élémentaires pour agréger les postes CITI4 en CITI2
 $W_{0,b} = VA_{0,b} / \Sigma(VA_{0,b})$ structure valeur ajoutée des branches en 2000 servant de pondération pour agréger les indices CITI2 en IPI.

Procédure de calcul

a)- 1^{er} niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI4.

$V_{0,c,e} = 1/4 * \Sigma(V_{0,c,a,e} = Q_{0,c,a,e} * P_{0,c,a,e})$ des articles a au niveau c de CITI4 de l'entreprise e à l'année de base 0

$V_{t,c,e} = \Sigma(Q_{t,c,a,e} * P_{0,c,a,e})$ production en volume de l'entreprise e pour c à t au prix de l'année de base t

b)- 2^{ème} niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI4

$V_{0,c} = \Sigma(V_{0,c,e} * tx_e)$ extrapolées des articles du niveau c de CITI4 des entreprises e à l'année de base 0

$V_{t,c} = \Sigma(V_{t,c,e} * tx_e)$ extrapolées des articles du niveau c de CITI4 des entreprises e à la période courante t

c)- Calcul de l'indice élémentaire au niveau CITI4 et agrégation en CITI2

$$I_{t,act} = I_{t,c} = (V_{t,c} / V_{0,c}) * 100$$

$$I_{t,br} = \Sigma (I_{t,c} * \omega_{0,c}) = \Sigma ((V_{t,c} / V_{0,c}) * \omega_{0,c}) * 100$$

d)- Calcul de l'indice général synthétique IPI des indices de niveau CITI2

$$IPI = \Sigma (I_{t,br} * W_{0,b})$$

Annexe 3 : Quelques tableaux sur les investissements étrangers

Tableau 31 : Stocks d'IDE par branche d'activité (en milliards d'ariary)

Rubriques	2006	1 semestre 2007*	2 semestre 2007*
Activité extractive	902,8	719,0	945,6
Activité de fabrication	427,8	411,5	410,6
Télécommunication	166,7	168,3	168,3
Activités financières	132,2	167,6	167,2
Distribution de produits pétroliers	53,2	64,6	64,6
Transport et auxiliaires de transport	46,5	40,9	51,4
Construction et BTP	40,7	40,5	40,6
Commerce et réparation de véhicules	36,8	36,4	37,0
Immobilier, location et services aux entreprises	31,9	31,2	31,3
Production et distribution d'électricité; d'eau et de gaz	22,6	23,1	23,1
Pêche, pisciculture, aquaculture	15,1	14,8	14,4
Hôtel et restaurant	0,9	0,8	0,8
Autres branches	0,6	0,5	0,5
Total	1 877,9	1 719,3	1 955,4

Tableau 32 : Stocks d'IDE selon les pays (en milliards d'ariary)

Rubriques	2006	1 semestre 2007*	2 semestre 2007*
Royaume-Uni	750,3	604,4	750,3
Maurice	627,2	651,1	649,8
France	180,3	197,3	197,0
Etats-Unis	169,6	81,1	172,2
Canada	40,2	82,8	82,8
Réunion	25,4	27,3	27,3
Luxembourg	20,5	18,6	18,3
Inde	15,2	15,4	15,4
Belgique	11,3	9,8	9,8
Corée,	9,0	9,0	9,0
Japon	8,9	8,9	8,9
Afrique du sud	5,5	7,3	7,4
Chine	6,3	6,5	6,5
Autres pays	8,3	-0,1	0,9
Total	1 877,9	1 719,3	1 955,4

Annexe 4 : Production en quantité par produit en 2006

Fabrication de produits alimentaires et de boissons

Code produit	Libellé produit	Unité	Quantité
152301	Préparations et conserves à base de poissons	Unité, pièce	42 500 000
152303	Farines de poissons ; déchets	Kilogramme	2 927 575
152309	Autres préparations à base de poisson	Kilogramme	9 668
154005	Huile raffinée de soja	Litre	76 376
154009	Autres corps gras, graisses et tourteaux	Kilogramme	45 213
157100	Pain et pâtisseries fraîches	Unité, pièce	2 190 236
157200	Biscuits, pâtisseries de conservation	Unité, pièce	21 455
158101	Sucre brut et raffiné	Tonne	13 466
159109	Autres alcools	Litre	1 928 600

Fabrication de produits à base de tabac

Code produit	Libellé produit	Unité	Quantité
160001	Cigares et cigarettes	Unité, pièce	3 110
160003	Tabac à fumer	Tonne	1 537

Fabrication de textiles et articles d'habillements

Code produit	Libellé produit	Unité	Quantité
172100	Tapis et carpettes	Unité, pièce	55
172209	Produits textiles divers n.c.a.	Unité, pièce	264 000 000
172400	Corde en matière textile	mètre	316 920
173003	Pull-overs et articles similaires	Unité, pièce	1 087 098
180102	Vêtements de dessus	Unité, pièce	197 171
180103	Vêtements de dessous	Unité, pièce	6 431 413
180104	Tee-shirts	Unité, pièce	12 800 000
180105	Vêtements divers et accessoires du vêtement	Kilogramme	10 650
180105	Vêtements divers et accessoires du vêtement	Unité, pièce	5 445 426
180107	Chapeau	Unité, pièce	50 000
180109	Autres	Kilogramme	6 905
180109	Autres	Unité, pièce	632 344

Industrie des Cuirs et Chaussures

Code produit	Libellé produit	Unité	Quantité
191200	Articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie	Unité, pièce	118 060

Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)

Code produit	Libellé produit	Unité	Quantité
202309	Autres articles en bois ou en liège	Kilogramme	1 500

Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés

Code produit	Libellé produit	Unité	Quantité
222002	Travaux d'impression et travaux graphiques	Unité, pièce	93 751

Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras

Code produit	Libellé produit	Unité	Quantité
243101	Parfums et eaux de toilette	Kilogramme	4 862
243102	Produits de beauté et de maquillage	Litre	54
244303	Produits et préparations capillaires	Kilogramme	8 210

Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques

Code produit	Libellé produit	Unité	Quantité
252002	Emballages en matières plastiques	mètre	105 400
252002	Emballages en matières plastiques	Unité, pièce	2 265 500
252003	Articles ménagers en matières plastiques	Unité, pièce	6 726 989
252009	Autres produits en matières plastiques	mètre	88 500

Fabrication de produits minéraux non métalliques

Code produit	Libellé produit	Unité	Quantité
263409	Autres produits minéraux non métalliques n.c.a.	Kilogramme	18 000

Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca

Code produit	Libellé produit	Unité	Quantité
361209	Autres meubles	Unité, pièce	7 614
362102	Pierres précieuses travaillées	Kilogramme	500
362200	Instruments de musique	Unité, pièce	78 750
362902	Jeux et jouets	Unité, pièce	198 612
362909	Autres produits divers n.c.a.	Kilogramme	3 092
362909	Autres produits divers n.c.a.	Unité, pièce	431